Rebranding Africa Forum : **entre rupture et continuité...**

NOTRE AFRIK

www.notreafrik.com

TRIMESTRIEL PANAFRICAIN D'INFORMATION - 15e ANNÉE - N°102 - OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2025

BÉNIN
Wadagni le dauphin de Talon

CAMEROUN
Paul Biya, le temps du sursaut

CÔTE D'IVOIRE
Ouattara a éteint l'opposition



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'heure de la rigueur et de la relance

Le pays entre dans une phase décisive : celle du réalisme et de la reconstruction. Alors que les défis économiques demeurent immenses, les signaux d'un retour à la rigueur et à la bonne gouvernance se multiplient, ouvrant la voie à une relance maîtrisée et durable. Lire le dossier spécial de Notre Afrik.

Belgique : **5 €** France : **5 €** Royaume Uni : **4 £** Canada : **6 $** CAN USA: **7 $ US** Cameroun : **3 900 F CFA** Ethiopie : **65 Birr**
Guinée : **30 000 GNF** Zone CFA : **4 500 F CFA** RD Congo, Rwanda, Burundi : **7,5 $ US** Maroc : **40 DH** Tunisie : **4 DT**

9 772033 373024 01020

REBRANDING
AFRICA FORUM
Make Africa Great

12



Save the Date

22-25 OCT. 2026

BRUXELLES | BRUSSELS

Systèmes de santé en Afrique :
Innover pour soigner
Soigner pour développer

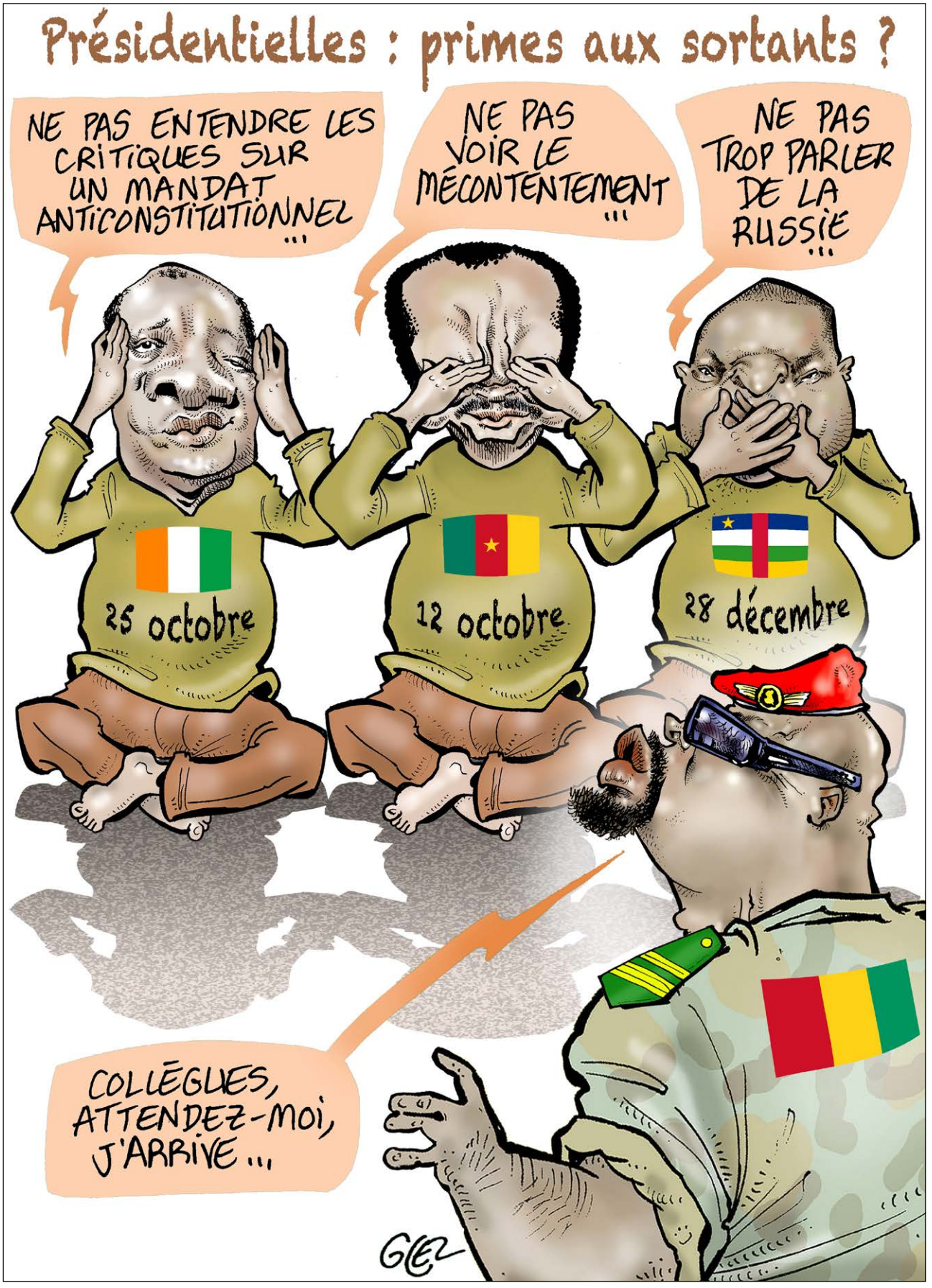
Africa's Healthcare Systems:
Innovation for care
Care for Development

contact@rebrandingafrica.com

www.rebrandingafrica.com

#RAF2026

Rebranding Africa Forum | @RebrandingAF | Rebranding Africa Forum | Rebranding Africa | @rebrandingafrica


Présidentielles : primes aux sortants ?
NE PAS ENTENDRE LES CRITIQUES SUR UN MANDAT ANTICONSTITUTIONNEL ...
NE PAS VOIR LE MÉCONTENTEMENT ...
NE PAS TROP PARLER DE LA RUSSIE ...
25 octobre
12 octobre
28 décembre
COLLÈGUES, ATTENDEZ-MOI, J'ARRIVE ...
GLEZ

NOTREAFRIK

Siège social
Samori Media Connection
11 Rue des Colonies
1000 Bruxelles
Téléphone : +322 5176142
Email: ecrire@notreafrik.com
Site web: www.notreafrik.com

Directeur de publication
Emmanuel Babissagana
emmanuel.babissagana@notreafrik.com

Rédacteur en chef
Simon Pierre Etoundi
simonpierre.etoundi@notreafrik.com

Directrice des opérations
Paule Renée Etogo
paule.etogo@notreafrik.com

Chroniqueurs
Damien Glez
Yahia Belaskri
Serge Mathias Tomondji

Collaborateurs
Quentin Noirfalisse
Gustave Emmanuel Samnick
Georges Auréole Bamba
Christian Lemoine
Maïmounatou Abdoulaye
Claire Mezang
Vanessa Itgnia
Suzanne Chevalier

Correspondants
Mohamed Arezki Himeur (Algérie)
Désiré Théophane Sawadogo (Burkina Faso)
Joseph Mangoua, Yacouba Sangaré (Côte d'Ivoire)
Florence Pinay (Tunisie)

Création graphique
Alban Abiaga

Ventes & Abonnements
Service Abonnement
11 Rue des Colonies , 1000 Bruxelles
Téléphone : +322 5176142

Diffusion
AMP, VIP Diffusions Presse, Brussels Airlines

Impression
DRIFOSETT
Avenue du Four à Briques 5
1140 Evere (Belgique)

ISSN : 2033-3730
Enregistré à la Bibliothèque Royale de Belgique

SOMMAIRE

15e Année • N° 102 • OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2025



À LA UNE

RDC
L'heure de la rigueur et de la relance



FOCUS

SÉNÉGAL
Le temps des réformes



SPÉCIAL

Rebranding Africa Forum
Entre rupture et continuité…

CHRONIQUES

5 Edito
L'Afrique au carrefour de l'intelligence artificielle

32 Lucarne
Malawi : la belle revanche de Peter Mutharika !

66 La chronique
Migrations II

ICI & AILLEURS

20 Une femme, un parcours…
Kate Kallot
L'Afrique en code source

ACTUALITÉS

22 CÔTE D'IVOIRE
Ouattara a éteint l'opposition

24 CENTRAFRIQUE
La démocratie sous haute surveillance

26 BÉNIN
Wadagni le dauphin de Talon

28 GUINÉE
Doumbouya, la transition qui dure

30 CAMEROUN
Paul Biya, le temps du sursaut

ECONOMIE/BANQUES

61 Banque africaine de développement
Les cent jours d'un changement de ton

63 AFREXIMBANK
Produire avant d'exporter

EPOQUE CULTURE

64 DITES –NOUS…
MEIWAY
« L'Afrique est forte, mais elle doit changer sa façon de fonctionner »

L'Afrique au carrefour de l'intelligence artificielle



Par Emmanuel BABISSAGANA

L'évocation de l'Intelligence Artificielle (IA) en Afrique renvoie encore pour beaucoup d'entre nous tantôt à un oxymore, tantôt à un anachronisme. La raison en est le procès intenté à tort ou à raison contre l'élite dirigeante africaine, accusée d'être majoritairement en délicatesse avec l'intelligence. Il lui est en effet reproché d'avoir jusqu'ici été incapable, plus de soixante ans après les proclamations d'indépendance, de développer la pleine intelligence de la situation historique du continent, des enjeux et défis qu'elle recouvre aujourd'hui, et des solutions appropriées pour les relever en vue de son émancipation. La question demeure par conséquent de savoir comment l'Afrique peut aujourd'hui relever le défi de l'Intelligence artificielle, si elle n'est jusqu'alors pas parvenue à relever celui de l'intelligence humaine tout simplement, dont la première est censée être la reproduction et l'application optimales.

C'est à l'aune de cette question que la critique se fait plus incisive. Il est en effet reproché à notre élite dirigeante de s'être vautrée dans une confortable inconscience, d'avoir repris à son compte les louanges alléluiatiques de l'IA, là où l'exercice de la raison critique aurait aussi mis en lumière les enjeux de vassalisations scientifique, technologique, politique, économique et culturelle du continent qu'elle recouvre, ainsi que sa dynamique de privatisation et d'instrumentalisation des infrastructures cognitives et civilisationnelles de notre temps.

Il existe certes de grandes disparités entre États africains en matière d'Intelligence artificielle, certains étant très largement en avance sur les autres. Mais de manière générale, l'Afrique reste à la traîne sur ce plan. Pire, les investissements des grandes firmes permettent certes le développement des infrastructures numériques sur le continent ; mais force est de constater que c'est un développement dans ou de la dépendance, qui promeut des infrastructures africaines *made by others and for others first*, conforte la résilience africaine dans une dépendance qui tend à devenir irréversible.

La question devrait par conséquent être posée de savoir si c'est l'Afrique qui tente aujourd'hui de s'arrimer à l'Intelligence artificielle, l'intègre dans ses projets d'émancipation, ou si c'est a contrario l'Intelligence artificielle qui fait sa percée sur le continent à travers ses leaders, leurs technologies, leurs intérêts, leurs agendas néo ou cyber coloniaux, etc.

Prendre au sérieux cette question c'est considérer que tout n'est pas perdu ; que du fait de son retard dans ce domaine, l'Afrique peut encore revenir au « carrefour de l'Intelligence artificielle » pour choisir d'emprunter une voie alternative, ou du moins inventer sa propre voie pour s'émanciper du déterminisme technoscientifique, économique, etc. qu'elle subit. Celle qu'elle a suivie jusqu'ici est globalement celle du mimétisme, à travers le transfert partiel (marginal) des technologies et des infrastructures de l'IA. Ce raccourci technologique la confine à des innovations d'usage plutôt que d'invention et de création afrocentrées, il consolide structurellement la dépendance et a déjà largement fait la preuve de son inaptitude à émanciper l'Afrique. Il est résolument inapte à conduire au développement d'une intelligence artificielle par et pour l'Afrique, à la souveraineté numérique.

> **LA TECHNOLOGIE APPROPRIÉE SERAIT UNE TECHNOLOGIE *MADE IN AFRICA BY AFRICANS FOR AFRICANS*, QUI ASSURERAIT LA MISE EN DONNÉES DU CONTINENT ET LEUR EXPLOITATION PAR ET POUR LUI-MÊME.**

Si l'on exclut donc cette option, reste à l'Afrique deux voies possibles, celle de la technologie dite appropriée, et celle de la maîtrise technologique. La technologie appropriée serait une technologie made in Africa by Africans for Africans, qui assurerait la mise en données du continent et leur exploitation par et pour lui-même. Elle s'appuierait sur l'ensemble des capacités locales (matières premières locales, technologie intensive en main d'œuvre, réduction des coûts, productivité raisonnée, technique assimilable, processus local d'apprentissage, réponses appropriées, progressives et prioritaires aux besoins locaux, etc.). Les partisans du transfert de technologie jugent cependant, à tort ou à raison, que cette technologie appropriée est ou serait sous-développée et appauvrie. En somme, la technologie du pauvre ne peut être qu'une pauvre technologie, il faut l'éviter, si du moins l'on se prend au sérieux.

Resterait donc in fine la voie de la maîtrise technologique, qui exigerait de l'Afrique qu'elle se dote de moyens conséquents pour investir dans la formation scientifique et technologique, la recherche, les infrastructures susceptibles de la conduire à l'autonomie numérique. Cette voie ne satisfait non plus les défenseurs du mimétisme, qui la jugent trop longue et de surcroît peu réaliste au regard des divisions chroniques qui minent l'essor du continent. Le monde n'attendra pas que l'Afrique fasse ou trace son chemin numérique, il avancera sans elle.

C'est au centre de ce carrefour épistémique et numérique à trois embranchements possibles que doit plus que jamais se développer une authentique réflexion critique sur l'IA en Afrique. Il est heureux que des Africains en soient de plus en plus conscients et prennent des initiatives en ce sens, à l'instar du Rebranding Africa Forum, dont la onzième édition qui s'est tenue du 9 au 12 octobre 2025 à Bruxelles, a réuni les compétences, acteurs, investisseurs et partenaires requis pour sonder les voies d'une IA disruptive et frugale, *made in Africa, by Africans and for Africa first*. Reste à espérer que cet engouement pour l'IA participe à la rédemption intellectuelle tant attendue du continent africain.■



RDC

L'heure de la rigueur et de la relance

Entre rigueur budgétaire, relance économique et diplomatie de partenariats, la République démocratique du Congo s'impose désormais comme une nation en action. Sous l'impulsion du chef de l'État et d'un gouvernement déterminé à rétablir l'efficacité publique, le pays fait de la crédibilité institutionnelle et du développement durable les piliers d'un nouvel élan.

Dossier spécial réalisé par Simon Pierre ETOUNDI, Suzanne CHEVALIER, Maimounatou ABDOULAYE et Vanessa ITGNIA
Crédit photos : Primature RDC et AFP.



Le temps du laxisme semble révolu. En République démocratique du Congo, un vent de discipline souffle sur la gouvernance publique. Après des années de déséquilibres et de contre-performances, l'État a choisi la voie de la rigueur et de la responsabilité. Ce tournant se traduit par une approche volontariste : rationalisation des dépenses, lutte contre la corruption, promotion de la bonne gouvernance et recherche active de partenariats structurants.



Le cap est clair : remettre le pays au travail, redonner confiance aux investisseurs, et offrir des résultats tangibles aux citoyens. En plaçant l'humain et la transparence au cœur de sa vision, le président Félix-Antoine Tshisekedi impulse une dynamique nouvelle. À ses côtés, la Première ministre Judith Suminwa incarne cette volonté de faire autrement et mieux : plan de résilience économique, réforme des finances publiques, digitalisation des services de l'État, autant d'initiatives qui traduisent la détermination du gouvernement à moderniser le pays.

Sur le plan international, la RDC affiche désormais un visage conquérant. La participation régulière du chef de l'État et de la Première ministre à des rencontres et forums de haut niveau illustre cette ouverture proactive. L'objectif est limpide : attirer des investissements, diversifier les partenariats et inscrire le pays dans la dynamique mondiale de la transformation économique verte et inclusive.

> **LE TEMPS DU LAXISME SEMBLE RÉVOLU. EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, UN VENT DE DISCIPLINE SOUFFLE SUR LA GOUVERNANCE PUBLIQUE.**

Cette diplomatie économique s'ajoute à un travail de fond : renforcement des infrastructures, électrification rurale, promotion du contenu local, valorisation des ressources minières et agricoles. Les réformes s'enchaînent, les chantiers avancent. Certes, les défis demeurent nombreux, mais la trajectoire est tracée.

La RDC veut désormais conjuguer développement et crédibilité. En misant sur la rigueur, la transparence et la coopération internationale, elle s'offre une chance réelle de transformer son immense potentiel en prospérité partagée. Le pays est à l'heure de la relance — celle qui se bâtit sur la confiance, l'action et la constance.■

L'économie locale au cœur de tout ...

Face aux chocs mondiaux et aux fragilités internes, le gouvernement congolais a choisi de parier sur l'économie locale. En soutenant les entreprises, en accélérant les projets de développement et en favorisant l'inclusion financière, Judith Suminwa concrétise la vision du président Félix-Antoine Tshisekedi : bâtir une croissance qui parle au quotidien des Congolais.

Les économies résilientes ne se construisent pas dans les tours des grandes institutions, mais sur les marchés, dans les ateliers, au cœur des territoires. En RDC, cette conviction guide désormais l'action du gouvernement. Depuis son entrée à la Primature, Judith Suminwa Tuluka a fait du redéploiement économique local un pilier central de la relance nationale. Car relancer, pour elle, ce n'est pas seulement produire plus, c'est produire mieux et plus près des populations.

Le Kongo Central illustre cette dynamique. Dans cette province stratégique, véritable carrefour entre mer et terres intérieures, la Première ministre a annoncé une série de mesures destinées à stimuler l'économie locale : appui aux coopératives agricoles, financement des micro-projets, et allègement de certaines charges administratives. L'objectif est clair : redonner de la vitalité aux acteurs économiques de terrain, ces entrepreneurs et producteurs qui font vivre le pays loin des projecteurs.

À ces initiatives s'ajoutent des partenariats renforcés avec la Banque africaine de développement (BAD). En septembre dernier, Judith Suminwa a exigé l'accélération de l'exécution des projets financés par la BAD, estimant qu'*« un projet qui dort, c'est une population qui attend»*. Cette fermeté traduit un changement de culture: plus de lenteurs, plus de blocages. Les programmes de développement doivent désormais rimer avec efficacité, redevabilité et impact concret.

Dans le même esprit, le gouvernement a intensifié ses efforts en faveur de l'inclusion financière. Après avoir facilité l'accès au crédit pour les micro-entrepreneurs, les autorités s'attellent à étendre ces dispositifs aux sous-traitants et aux petites entreprises locales, souvent confrontés à des conditions bancaires prohibitives. Grâce à une série de réformes coordonnées avec la Banque centrale et les établissements de microfinance, des lignes de crédit adaptées voient le jour, ouvrant de nouvelles perspectives à des milliers d'acteurs économiques.

Judith Suminwa aime rappeler que l'en-



trepreneuriat congolais n'a pas besoin de charité, mais de confiance. Elle plaide pour un État facilitateur, capable de soutenir sans étouffer, d'encadrer sans freiner. Dans ses déplacements, elle prend soin de dialoguer avec les artisans, les femmes commerçantes, les jeunes porteurs de projets. Ces rencontres, loin d'être protocolaires, nourrissent sa vision d'une économie « *vivante* », où chaque initiative locale devient un maillon de la souveraineté économique.

Au-delà des aides financières, c'est tout un écosystème que le gouvernement veut reconstruire : infrastructures de proximité, accès à l'énergie, formation technique, et simplification des procédures administratives. Le mot d'ordre est la valorisation du potentiel local. Car la RDC dispose de richesses immenses, souvent inexploitées, et de talents prêts à transformer leur environnement dès qu'ils en ont les moyens.

Les premiers résultats sont visibles : création de petites unités de transformation agricole, redémarrage de chantiers industriels locaux, renforcement des coopératives féminines. Dans certaines régions, l'économie informelle s'organise en réseaux solidaires et gagne en productivité grâce à l'appui des pouvoirs publics. Ces succès modestes mais réels nourrissent un sentiment d'espérance et de confiance retrouvée.

Ce nouvel élan économique s'inscrit dans une philosophie claire : celle d'un développement équitable, qui ne se concentre plus uniquement dans les grandes villes. « *Il n'y aura pas de RDC prospère sans territoires dynamiques* », répète souvent la Première ministre. En misant sur la relance locale, elle parie sur la créativité des Congolais et sur leur capacité à faire émerger des solutions adaptées à leurs réalités.

Au fond, la relance économique que porte Judith Suminwa n'est pas seulement une question de chiffres ou de croissance. C'est une vision politique et morale : celle d'un pays qui se réconcilie avec lui-même, qui mise sur sa jeunesse, et qui croit à la valeur du travail bien fait. Une RDC où chaque franc investi produit un espoir durable.■

> **« UN PROJET QUI DORT, C'EST UNE POPULATION QUI ATTEND. » – JUDITH SUMINWA TULUKA.**

Les chiffres de la relance

Croissance projetée 2025 : +6,2 %

Inflation : 9,8 % → 6,5 % (prévision)

Budget 2026 : 20,3 milliards USD

Franc congolais stabilisé autour de 2 600 CDF/USD.■



Routes, ports et territoires

La République se reconstruit

Infrastructures routières, chantiers portuaires, désenclavement des territoires : la Première ministre inscrit son action dans la continuité de la vision du président Félix-Antoine Tshisekedi — celle d'une République reconstruite, connectée et solidaire.

Le bruit des moteurs, la poussière soulevée par les engins, les cris enthousiastes des populations : chaque déplacement de la Première ministre Judith Suminwa Tuluka résonne comme un symbole de renaissance. Là où les routes s'effaçaient, l'État revient. Là où les infrastructures se délitaient, les chantiers reprennent vie. Ce mouvement n'a rien d'anecdotique : il traduit la volonté ferme du gouvernement de replacer l'investissement public au cœur du développement national.

Sous l'impulsion du chef de l'État Félix-Antoine Tshisekedi, la RDC a fait du désenclavement des territoires un levier central de son programme de relance. Routes, ports, ponts, marchés frontaliers : tout un réseau vital pour l'économie et l'unité nationale se reconstruit pierre après pierre. La Première ministre, en véritable cheffe d'orchestre, veille à ce que ces projets dépassent le stade des promesses pour devenir des réalités tangibles.

Au Kongo Central, le lancement des travaux de réhabilitation de la route Kwilu-Ngongo–Kimpangu marque un tournant. Cet axe stratégique, qui relie les zones agricoles aux centres urbains, facilitera l'écoulement des produits vivriers et stimulera les échanges régionaux. Pour Judith Suminwa, ce chantier incarne la philosophie du gouvernement : faire du développement local un moteur de croissance nationale. *« Une route, c'est plus qu'un ruban d'asphalte, confie-t-elle, c'est un lien de vie, un instrument de justice économique. »*



Même dynamique à Kalemie, dans la province du Tanganyika, où la Première ministre a inauguré plusieurs infrastructures routières et portuaires. L'objectif est clair : reconnecter cette région enclavée au reste du pays et en faire un véritable pôle logistique pour le commerce transfrontalier. Ces investissements publics, appuyés par des partenariats internationaux, participent à la construction d'une économie plus résiliente et mieux intégrée. L'ouverture du port modernisé de Kalemie, avec ses nouvelles capacités d'accueil, symbolise cette ambition d'une RDC tournée vers l'avenir et la mobilité.

Les efforts du gouvernement s'étendent aussi à la façade atlantique. À Muanda, Judith Suminwa a donné le coup d'envoi des travaux de la route Muanda-Yema, un axe essentiel pour le corridor ouest et l'accès aux ressources pétrolières du littoral. Dans la même province, elle a supervisé la relocalisation de la base navale de Banana, un projet hautement stratégique qui traduit la volonté du gouvernement de concilier développement économique, sécurité nationale et préservation environnementale.

Ces chantiers, inscrits dans le Programme de développement local des 145 territoires, témoignent d'une approche inclusive et équilibrée. Il ne s'agit plus seulement de bâtir des infrastructures, mais de redonner confiance aux populations, d'encourager la production locale et de renforcer la cohésion nationale. Partout où elle passe, Judith Suminwa plaide pour une *«économie des territoires»*, capable de faire émerger les initiatives locales et de réduire les inégalités régionales.

> **« Une route, c'est plus qu'un ruban d'asphalte, c'est un lien de vie et un instrument de justice économique.» – Judith Suminwa Tuluka**

Les populations, longtemps oubliées, redécouvrent la présence de l'État. Les agriculteurs peuvent désormais acheminer leurs produits sans pertes excessives, les commerçants reprennent leurs activités avec espoir, et les jeunes trouvent dans ces chantiers des opportunités d'emploi. La reconstruction devient alors un projet collectif, nourri par l'énergie et la participation citoyenne.

Le défi reste colossal : un territoire vaste comme l'Europe, un réseau routier encore fragile, des besoins logistiques immenses. Mais la direction est prise. Pour la Première ministre, ces réalisations ne sont qu'un début. *« Nous bâtissons pour les générations futures, pas pour les photos du jour »*, aime-t-elle rappeler. Cette phrase résume l'esprit d'une gouvernance nouvelle, ancrée dans la durée et soucieuse de l'impact concret sur la vie des Congolais.

La République démocratique du Congo se reconstruit par ses routes et ses ports, mais aussi par la conviction que chaque kilomètre asphalté, chaque chantier inauguré, rapproche un peu plus le pays de sa promesse : celle d'un État en mouvement, debout sur ses fondations, fier de son destin.

La RDC en marche

145 territoires concernés par le programme de développement local

1 000 km de routes en réhabilitation

Lancement de la COPIRAP pour simplifier la fiscalité

Nouvelles infrastructures portuaires à Kalemie et Muanda



© DR

Un franc fort pour un pays plus sûr



Grâce à une politique budgétaire rigoureuse et une gouvernance économique concertée, la République démocratique du Congo renoue avec la stabilité monétaire.

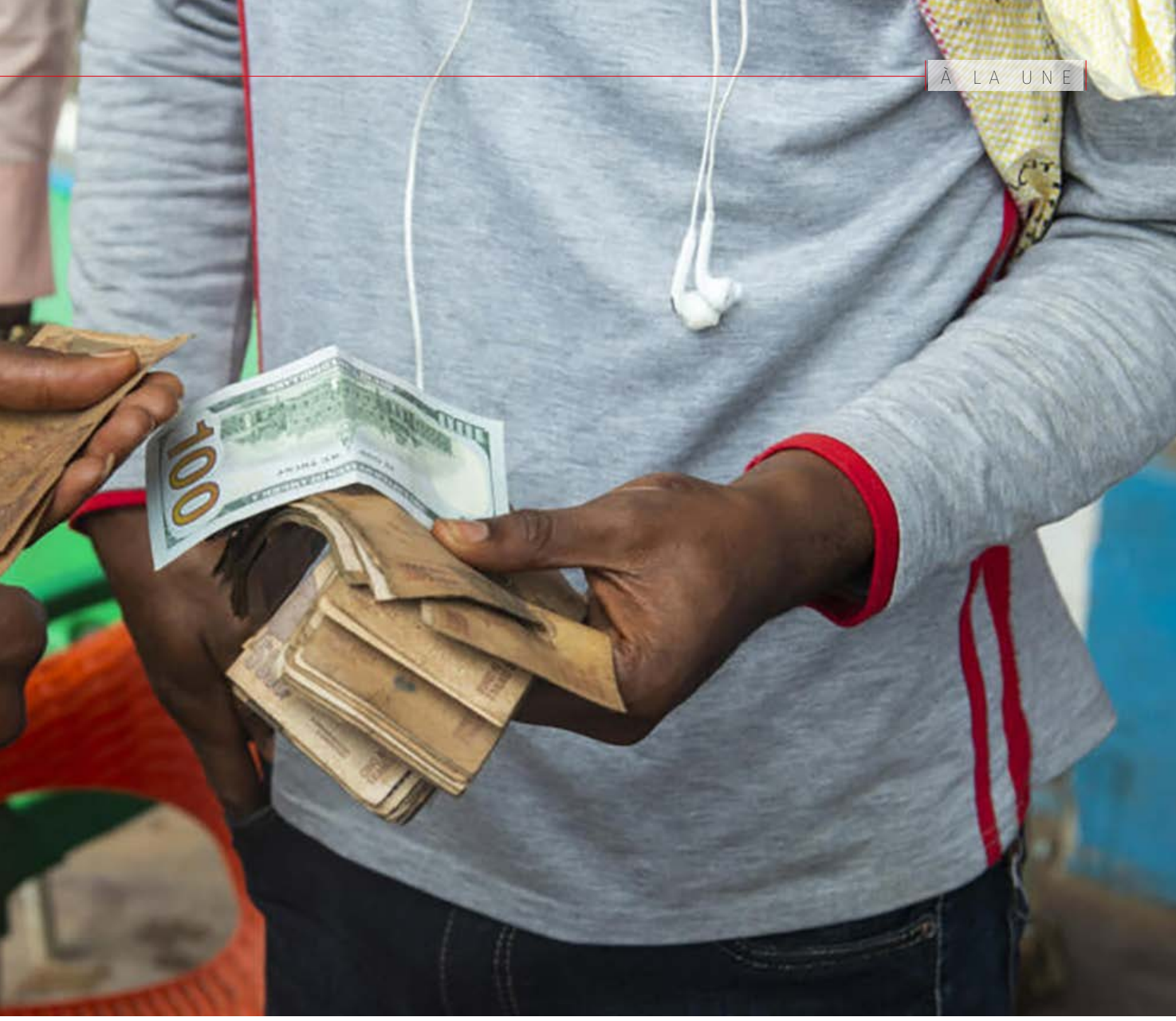
Il fut un temps où la moindre rumeur sur les marchés de change suffisait à faire trembler la monnaie congolaise. Aujourd'hui, le franc congolais tient tête au dollar, déjouant les pronostics les plus pessimistes. Ce redressement, salué par les institutions financières et les opérateurs économiques, n'est pas le fruit du hasard. Il découle d'une vision claire, portée par le chef de l'État Félix-Antoine Tshisekedi et mise en œuvre avec rigueur par la Première ministre Judith Suminwa Tuluka : replacer la stabilité au cœur de la gouvernance économique.

Au fil des mois, les signaux positifs se sont multipliés. L'inflation s'est contenue, les réserves de change ont été consolidées, et les finances publiques font l'objet d'un suivi constant. Sous l'œil attentif du Comité de Conjoncture Économique (CCE), chaque indicateur est scruté, chaque décision budgétaire pesée. Le mot d'ordre est simple : discipline, transparence, efficacité. Cette rigueur nouvelle a permis de renforcer la confiance du secteur privé et de redonner un peu d'air au pouvoir d'achat des ménages, longtemps laminé par la dépréciation monétaire.

« *Ce n'est pas un hasard* », martèle la Première ministre, rappelant que la stabilité du franc est le résultat d'une politique concertée : encadrement des dépenses, rationalisation des subventions, lutte contre la fraude et maîtrise du déficit. Des mesures parfois impopulaires, mais nécessaires pour restaurer la crédibilité de l'État et rompre avec la spirale de la facilité. Le gouvernement entend ainsi démontrer qu'une économie africaine peut se tenir droite sans dépendre uniquement des aléas des matières premières.

Cette rigueur trouve son prolongement dans un acte hautement symbolique : le dépôt du projet de loi de finances 2026 dans les délais constitutionnels. Pour la première fois depuis longtemps, la RDC a présenté un budget équilibré, ambitieux et réaliste de 20,3 milliards de dollars américains, centré sur l'investissement productif et la justice sociale. Derrière ces chiffres, se dessine une volonté : montrer qu'un État africain peut planifier, anticiper et gouverner avec méthode.

Mais la stabilité n'a de sens que si elle profite à tous. Consciente des frustrations accumulées, Judith Suminwa a voulu que la relance économique se fasse avec et pour les Congolais. C'est tout le sens de la création de la COPIRAP (Commission de Pilotage de la Rationalisation de la Parafiscalité), un mécanisme



chargé de simplifier le paysage fiscal et de lutter contre les taxes abusives qui étouffent l'initiative privée. Objectif : assainir le climat des affaires, encourager la production nationale et renforcer la transparence financière.

Sur le terrain, les effets commencent à se faire sentir. Les commerçants constatent une meilleure stabilité des prix, les importateurs planifient leurs opérations avec plus de sérénité, et les banques redécouvrent le goût du crédit. Ce climat apaisé renforce l'attractivité du pays et soutient les grands chantiers du gouvernement. Car dans la vision Suminwa, la monnaie n'est pas un simple outil de mesure, mais un instrument de confiance collective, le socle invisible sur lequel repose tout développement durable.

> **« Ce n'est pas un hasard : la stabilité monétaire est le fruit d'une discipline partagée et d'un engagement collectif. » – Judith Suminwa Tuluka**

Certes, les défis restent immenses : dépendance aux importations, informalité élevée, volatilité du marché mondial. Mais la direction est claire. En restaurant la stabilité monétaire et la discipline budgétaire, la RDC retrouve peu à peu les leviers de sa souveraineté économique. C'est une victoire silencieuse, mais décisive — celle d'un pays qui apprend à maîtriser ses équilibres avant de viser la croissance à grande vitesse.

Le franc congolais n'est donc pas seulement plus fort ; il est devenu le symbole d'un changement d'époque. Un pays qui, après des années d'incertitude, retrouve confiance en lui-même. Derrière cette stabilité se cache une conviction nouvelle : la RDC peut écrire son propre modèle de développement, fondé sur la rigueur, la solidarité et la fierté retrouvée.■

Compétences et innovation

Les nouveaux leviers du développement

Le gouvernement congolais parie sur le savoir et la créativité pour soutenir sa transformation économique. En valorisant les compétences locales et en encourageant les innovations technologiques, le pays affirme une ambition claire : faire de son capital humain la première ressource de son développement.

Dans la République démocratique du Congo d'aujourd'hui, la relance économique ne se joue plus uniquement sur les routes et les chantiers, mais aussi dans les salles de formation, les ateliers d'artisans et les laboratoires d'innovation. Le gouvernement a choisi d'investir dans ce que le pays a de plus précieux : l'intelligence, le savoir-faire et la créativité de ses citoyens.

La RDC veut désormais former pour transformer. Le programme national de certification des métiers, lancé récemment par le gouvernement, marque une étape décisive dans la reconnaissance du travail et des compétences du secteur informel, qui représente plus de 80 % de l'activité économique. Il s'agit de donner un statut et une valeur à ces millions d'artisans, mécaniciens, couturières, menuisiers et techniciens qui contribuent chaque jour à la vitalité du pays.

Cette politique s'inscrit dans une vision plus large : bâtir une économie du mérite et de la compétence, où la formation professionnelle devient un levier de mobilité sociale. Des partenariats sont en cours avec plusieurs institutions techniques et universités, pour harmoniser les standards de certification et intégrer les nouvelles technologies dans les programmes d'apprentissage. Les provinces pilotes, de Kinshasa au Kasaï, montrent déjà des résultats encourageants : des centaines de jeunes formés, des artisans certifiés, des entreprises locales qui recrutent avec plus de confiance.

Mais la valorisation du capital humain ne saurait être complète sans l'innovation. Sur ce terrain, le gouvernement soutient plusieurs initiatives locales à fort potentiel. L'une des plus emblématiques est la « Kim-Box », une invention congolaise destinée à optimiser la gestion de l'électricité dans les foyers et les petites entreprises. Développée par de jeunes ingénieurs congolais, cette solution intelligente permet d'économiser l'énergie et de mieux répartir la consommation domestique.

Le soutien de l'État à ce type de projet illustre une orientation nouvelle : encourager les innovations issues du terrain, favoriser la recherche appliquée et créer des synergies entre universités, incubateurs et entreprises. L'objectif est de stimuler une économie du savoir, capable de rivaliser sur le plan continental tout en répondant aux réalités locales.

Au-delà des dispositifs techniques, cette stratégie repose sur une conviction forte : le développement de la RDC passera par la valorisation de ses talents. C'est dans les têtes et les mains congolaises que se trouvent les solutions aux défis d'aujourd'hui — et non dans les recettes importées. Les pouvoirs publics multiplient ainsi les cadres de concertation entre ministères, institutions de formation et secteur privé, pour mieux anticiper les besoins du marché du travail et créer des passerelles vers l'emploi.

> **« LE DÉVELOPPEMENT DE LA RDC PASSERA PAR LA VALORISATION DE SES TALENTS ; LES SOLUTIONS SONT DÉJÀ DANS LES TÊTES ET LES MAINS CONGOLAISES. »**

Les effets commencent à se faire sentir. Dans les grandes villes comme dans les territoires ruraux, les jeunes diplômés trouvent de nouvelles opportunités dans les métiers techniques et numériques. Les femmes, longtemps marginalisées dans certains secteurs, accèdent à des formations certifiantes et à des financements pour lancer leurs activités. La société change en profondeur : le travail reprend de la valeur, l'innovation s'ancre dans le réel, et la fierté professionnelle renaît.

C'est là le signe d'une relance durable, qui dépasse les infrastructures pour toucher les mentalités. En faisant du capital humain la priorité nationale, la RDC prépare sa transition vers une économie de compétence et de créativité. Un pari sur l'avenir, mais aussi un message clair : la transformation du pays se construira avec les Congolais eux-mêmes, acteurs et inventeurs de leur propre progrès.■



UNION ÉCONOMIQUE ET
MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE

La Commission

UEMOA

IMPACT 2030

Plan Stratégique 2025-2030 de la Commission de l'UEMOA



ILS BOUGENT...

VALDENE REDDY
À compter du 1er avril 2026, Valdene Reddy succédera à Leila Fourie à la tête du Johannesburg Stock Exchange (JSE), première place boursière du continent. L'annonce de sa nomination, faite début octobre 2025, s'inscrit dans un contexte de modernisation accélérée du marché sud-africain et d'ouverture vers l'investissement durable.
Actuelle directrice des marchés de capitaux de la JSE, Valdene Reddy a bâti sa réputation sur la structuration de nouveaux instruments financiers et la promotion des entreprises africaines sur la scène mondiale. Son principal défi : renforcer la compétitivité du JSE face à la digitalisation mondiale, attirer davantage de capitaux africains et consolider la transparence des marchés dans un environnement financier de plus en plus technologique.■

TAH AHMED MEOULOUD
Le 30 septembre 2025, le gouvernement mauritanien a officialisé la nomination de Tah Ahmed Meouloud comme directeur général de l'Agence pour la promotion des investissements en Mauritanie (APIM), rattachée à la Primature. Cette arrivée intervient après une phase de réorganisation de l'agence, devenue l'un des piliers de la politique économique nationale.
Économiste de formation, ancien dirigeant d'entreprises privées et conseiller en développement industriel, Meouloud incarne une génération de managers mauritaniens tournés vers les résultats. Sa feuille de route : faire de l'APIM un véritable levier de croissance et un guichet d'investissement crédible pour le pays.■

PEARL NKRUMAH
Depuis le 1er octobre 2025, Pearl Nkrumah dirige Access Bank (Ghana) Plc, devenant la première femme à occuper ce poste au sein du groupe. Sa nomination, approuvée par le conseil d'administration et validée par la Banque du Ghana, symbolise l'évolution du leadership féminin dans le secteur bancaire ouest-africain.
Banquière chevronnée avec plus de vingt ans d'expérience, elle a contribué à l'expansion de la banque de détail et à la promotion de l'inclusion financière. Elle prend les commandes dans un contexte de forte concurrence et de transformation numérique du secteur. Son mandat incarne la promesse d'une finance plus inclusive et innovante au Ghana.■

Maroc

L'aéronautique à plein régime


© DR

Le Royaume chérifien se renforce comme un pôle industriel stratégique de l'aéronautique mondiale : Safran, groupe français de haute technologie aéronautique, a lancé la construction d'un gros site de maintenance, réparation et révision (MRO) des moteurs LEAP à proximité de l'aéroport Mohammed V de Casablanca. Le chantier de 25 000 m², lancé officiellement le 13 octobre 2025, commencera ses opérations en 2027 avec une capacité initiale de 150 moteurs par an et environ 600 emplois d'ici 2030. En parallèle, Safran prévoit de lancer une ligne d'assemblage de moteurs LEAP-1A, destinée à produire 350 moteurs/an d'ici 2028 et générer 300 emplois supplémentaires. Fort de ses plusieurs dizaines d'années d'implantation au Maroc, ce développement confirme la vocation du pays à devenir une plateforme aéronautique de premier plan, au-delà des simples activités de sous-traitance. Le royaume investit ainsi dans la chaîne de valeur complète — maintenance, assemblage, innovation — et affirme sa place dans la compétition industrielle globale.■

NIGER

Les ressources minières sous forte tension

La confrontation entre l'État nigérien et le groupe français Orano autour de la mine d'uranium SOMAÏR a franchi une étape capitale le 23 septembre 2025 : l'International Centre for Settlement of Investment Disputes (CIRDI) a ordonné au Niger de ne pas vendre, céder ou faciliter le transfert d'uranium produit à SOMAÏR que l'entreprise française estimait détenu au-delà de ses droits. Cette décision intervient dans un contexte explosif: le Niger, accusant des décennies d'exploitation inéquitable, a nationalisé la mine et réclamé une nouvelle donne des contrats miniers. Le bras de fer juridique reste ouvert: Orano récupère un arbitrage favorable, mais la souveraineté minière du Niger, l'impact social et environnemental des exploitations et la redistribution des richesses restent des enjeux majeurs. Le verdict marque un jalon, non le dénouement.■

ONU

L'Afrique exige sa place

Réunis à la 80e session de l'United Nations à New York, plusieurs chefs d'État africains ont lancé un appel clair à la refondation de la gouvernance mondiale. De l'âge de l'institution à la redéfinition des équilibres, le continent réclame une meilleure représentation au United Nations Security Council, un financement durable pour les opérations de paix et une justice économique plus équitable. Parmi les voix marquantes : Denis Sassou Nguesso (Congo), Faustin Archange Touadéra (Centrafrique) et Bassirou Diomaye Faye (Sénégal) ont insisté sur le rôle plus actif que l'Afrique entend jouer dans l'arène internationale. Le message change : de spectateur à acteur. Maintenant vient le temps des actes.■

GUINÉE

Bouygues plie bagage

La filiale africaine du groupe français DTP Mining (groupe Bouygues) a officiellement annoncé, fin octobre 2025, sa sortie du site de bauxite de Tinguilinta, dans la région de Boké, en Guinée. Cette décision fait suite à la perte de contrôle de la concession par l'ancien exploitant émirien et à une redéfinition du partenariat avec l'État guinéen. Selon les sources, des dizaines de millions de dollars de créances restent impayés et la reprise est confiée à une structure publique locale. Le départ de DTP Mining symbolise un basculement : la Guinée veut dorénavant gérer elle-même ses ressources, sans dépendance vis-à-vis des sous-traitants occidentaux. Un signal fort dans un pays où la bauxite est un pilier de l'exportation et où les enjeux de souveraineté économique deviennent dominants..■

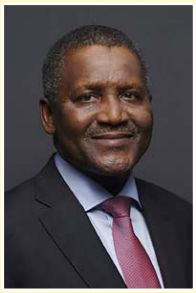
METRO ▲

OUSMANE DEMBÉLÉ


© DR

Après des années marquées par les blessures, la stagnation et les doutes, Ousmane Dembélé livre en 2025 un retournement spectaculaire et inspirant. Sacré du prestigieux Ballon d'Or et pilier de la conquête historique de la première Ligue des champions de Paris Saint-Germain, il symbolise la renaissance promise. Ce joueur issu d'un milieu modeste en Normandie impose désormais sa maturité, son professionnalisme et sa lucidité dans l'élite mondiale. En dépassant ses zones d'ombre pour imposer son talent, il incarne pour toute une génération le message puissant : on peut se reconstruire, regagner la confiance, et rebondir à l'apogée quand on refuse de se résigner. Ce cap atteint n'est pas un aboutissement mais le tremplin d'un leadership sportif assumé.■

ALIKO DANGOTE


© DR

L'homme d'affaires nigérian franchit un nouveau palier en 2025 : il devient le premier Africain à voir sa fortune officiellement franchir la barre symbolique des 30 milliards de dollars, reflétant la montée en puissance industrielle de tout un continent. Pour Dangote, l'expansion de sa raffinerie et de ses activités affirme l'Afrique comme acteur capable dans l'énergie et la transformation locale. Au-delà des chiffres, il incarne l'ambition commerciale africaine, la création d'emplois et la fierté de passer de l'importation à l'autonomie. Sa trajectoire rappelle que le leadership économique peut aussi s'inscrire dans un horizon continental et durable, loin des clichés d'assistance. Le baromètre le place ainsi comme un repère positif : quand la vision, la persévérance et le capital se conjuguent, l'Afrique avance.■

KAYLIA NEMOUR


© DR

À tout juste 18 ans, cette gymnaste algérienne réalise un exploit historique en remportant l'or mondial aux barres asymétriques lors des Championnats du monde 2025, devenant la première Africaine dans ce rôle. Sa prestation inaugure un autre narratif pour le sport africain : non plus seulement combler, mais dominer et innover. Elle incarne l'audace, le talent précoce et la conquête de terrains jusque-là inexplorés pour les sportifs de son continent. Dans un univers où les podiums ont longtemps été rares, son nom s'impose comme promesse et modèle. Le baromètre la révèle donc comme un phare optimiste : la jeunesse africaine peut désormais non seulement espérer, mais s'imposer parmi les meilleurs au monde.■

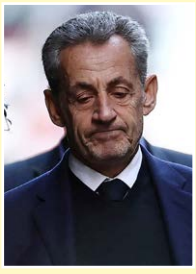
RETRO ▼

ANDRY RAJOELINA


© DR

L'ancien président malgache Andry Rajoelina paie aujourd'hui le prix d'un pouvoir déconnecté des réalités de son peuple. Face aux coupures d'eau et d'électricité à Antananarivo, la jeunesse s'est révoltée, entraînant la défection d'unités militaires. Contraint de fuir à l'étranger, il a perdu le pouvoir dans la confusion. Pire : il s'est vu retirer sa nationalité malgache après la révélation de sa naturalisation française, symbole d'un dirigeant jugé détaché de son pays. Celui qui se rêvait champion du renouveau numérique apparaît désormais comme l'image d'un échec brutal : promesses d'avenir dévoyées, autorité dispersée, et crédibilité politique réduite à néant, au gré d'un exil qui sonne comme un aveu d'impuissance.■

NICOLAS SARKOZY


© DR

Condamné pour financement illégal et « conspiration criminelle » avec le régime libyen de Kadhafi, Nicolas Sarkozy est devenu le premier président moderne français à purger une peine ferme en prison. Lui qui incarnait la victoire permanente se retrouve aujourd'hui en cellule, sous protection policière, témoin de la bascule d'une carrière construite sur l'audace et l'arrogance. Déchu de ses honneurs, accablé par les scandales, il cristallise la perte de confiance envers une élite politique qui a trop longtemps confondu leadership et impunité. Son image de « super-président » s'est fissurée : ne restent en mémoire que l'ombre d'une ambition devenue toxique et l'épilogue d'un pouvoir rattrapé par la justice.■

JACOB ZUMA


© DR

Figure emblématique d'une gouvernance sud-africaine minée par le clientélisme, Jacob Zuma continue d'alimenter la chronique des abus. L'ancien président, déjà associé à la « state capture », doit rembourser des millions de rands de frais juridiques indûment payés par l'État, sous peine de saisie de biens. Sa trajectoire rappelle les heures sombres d'un système où les privilèges des élites l'emportaient sur l'intérêt général. Loin du libérateur qu'il prétendait incarner, Zuma symbolise aujourd'hui le blocage des réformes et le poids tenace de l'impunité politique. Son héritage, loin d'être glorieux, apparaît comme un fardeau dont l'Afrique du Sud peine à s'affranchir.■

LE CHIFFRE

24,5

milliards $

Le mégaprojet gazier Mozambique LNG prend une nouvelle dimension : son coût grimpe à 24,5 milliards de dollars, soit 4,5 milliards de plus que prévu. Ce chiffre illustre la fragilité des grands investissements énergétiques en Afrique face aux aléas sécuritaires et géopolitiques. Derrière ce montant pharaonique se cache une équation complexe : comment relancer un projet stratégique sans plomber les finances publiques ni compromettre la souveraineté réglementaire du Mozambique ? Pour TotalEnergies, cette inflation du coût justifie une rallonge de dix ans sur la concession. Pour Maputo, c'est l'heure d'un délicat arbitrage entre attractivité et fermeté.■



SANS LANGUE DE BOIS

Angélique Kidjo

Artiste musicienne

« Ma voix n'est pas seulement faite pour chanter ; elle est là pour éveiller les consciences, apaiser les colères et rappeler que la paix naît quand on se met enfin à s'écouter les uns les autres. »

« Je viens d'un continent qu'on dit pauvre, mais dont la richesse bat dans le cœur de ses enfants ; l'Afrique n'a jamais manqué de ressources, elle a manqué qu'on lui fasse confiance. »

« Être Africaine ne m'a jamais freinée : c'est mon carburant, ma colonne vertébrale, la preuve vivante que la fierté n'a pas besoin de permission. »

« Ma musique voyage sans passeport ; elle franchit les frontières que les hommes inventent et relie les âmes que la peur sépare. »

« Chaque note que je chante est un remerciement à l'Afrique : un merci pour ses douleurs qui m'ont rendue forte et pour ses rêves qui me tiennent debout. »

« Je refuse de choisir entre la tradition et la modernité : je porte mes racines dans le futur et j'invite le futur à danser avec mes ancêtres. »

« Sur scène, je ne vois plus des visages étrangers : je vois un seul peuple, celui des cœurs qui battent au même tempo. »

« On ne peut pas changer le monde si l'on ne s'aime pas soi-même ; l'amour de soi est la première révolution, celle qui rend toutes les autres possibles. »

« Les armes détruisent, la conviction construit ; j'ai choisi de mener mes batailles avec ma foi et mes chansons plutôt qu'avec la peur et la haine. »

« Éduquer une fille, c'est écrire l'avenir d'un pays ; chaque cahier ouvert dans les mains d'une enfant est une porte qui s'ouvre pour toute une nation. »

« Être libre, ce n'est pas faire ce qu'on veut ; c'est oser être soi, même quand le monde te demande d'être quelqu'un d'autre. »

BOAD

BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

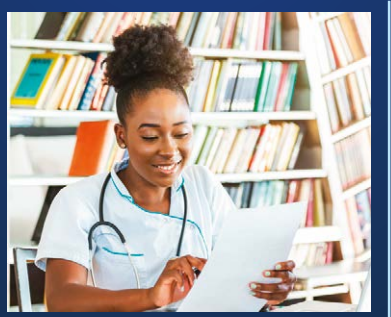






INNOVER, TRANSFORMER, IMPACTER







#createursdavenir

www.boad.org

UNE FEMME, UN PARCOURS

« LA DONNÉE, C'EST LA NOUVELLE RACINE. ET L'AFRIQUE DOIT APPRENDRE À LA CULTIVER COMME ELLE A TOUJOURS CULTIVÉ LA TERRE : AVEC PATIENCE, PASSION ET VISION. »



Kate Kallot

L'Afrique en code source

Visionnaire, engagée et audacieuse, Kate Kallot incarne cette génération de femmes africaines qui font rimer innovation et transformation. À travers Amini, sa start-up, elle bâtit les fondations d'une souveraineté numérique africaine.

Par Vanessa ITGNIA


© DR

Il y a chez Kate Kallot une lumière tranquille et une conviction inébranlable. Son regard pétillant raconte autant de nuits blanches passées à coder que de matins à rêver d'un continent maître de ses données. Née en France, nourrie de racines africaines, cette ingénieure en intelligence artificielle a fait ses armes dans les géants du numérique — Intel, Arm, NVIDIA — avant de choisir le pari le plus risqué : celui de l'indépendance et de la construction.

« J'ai compris que la vraie révolution ne viendrait pas d'une nouvelle application, mais de la maîtrise de nos propres données», confie-t-elle souvent. C'est ainsi qu'est née Amini, une plateforme pionnière qui collecte et structure les données environnementales et agricoles africaines. Son ambition : donner aux gouvernements, aux chercheurs et aux entreprises locales les outils pour bâtir des solutions ancrées dans la réalité du continent.

Installée à Nairobi, l'équipe d'Amini assemble images satellites, capteurs et intelligence artificielle pour suivre l'évolution des sols, des forêts ou des récoltes. Derrière ces algorithmes, une vision humaniste : offrir à l'Afrique les moyens de prévoir, planifier et protéger. Ce que d'autres voient comme de simples données, Kate y lit le langage vital de la terre, le code de la résilience.

Mais la jeune entrepreneure centrafricaine n'est pas qu'une technicienne. Elle est avant tout une conteuse de l'Afrique qui vient. Sur les scènes internationales, elle plaide pour une approche inclusive de la technologie : une intelligence artificielle qui ne se contente pas d'imiter l'humain, mais qui amplifie la voix des territoires oubliés. Elle parle avec autant d'assurance que de douceur, portée par la conviction que la souveraineté numérique est la nouvelle indépendance.

En 2023, le Time Magazine la distingue parmi les 100 personnalités les plus influentes de l'intelligence artificielle. Pourtant, Kate garde les pieds sur terre : *«Les distinctions ne servent que si elles inspirent d'autres femmes à se lancer »*. Et c'est bien là sa plus belle victoire : transformer l'admiration en vocation. Dans ses bureaux, les jeunes ingénieures qu'elle forme partagent ce credo: inventer pour l'Afrique, avec l'Afrique.

Sous ses airs calmes, se cache une impatience créative. Elle parle vite, agit plus vite encore. Son rire saccadé brise la solennité des conférences. Quand on lui demande où elle se voit dans dix ans, elle esquive : *« Là où la donnée devient vie. Là où l'Afrique parle d'elle-même, en langage numérique »*.

De Paris à Nairobi, de la Silicon Valley à Kigali, Kate Kallot sème une idée simple mais puissante: l'Afrique n'est pas en retard, elle est en train d'inventer son propre tempo. En elle, le code devient poésie, et la technologie un acte de foi. Une foi en l'intelligence collective, en la beauté du savoir partagé, en la promesse d'un continent qui cesse enfin d'être observé pour devenir auteur de sa propre narration.■

Côte d'Ivoire

Ouattara a éteint l'opposition

Donné vainqueur dès le premier tour avec près de 90 % des voix, Alassane Ouattara a remporté une élection où l'opposition n'avait plus vraiment voix au chapitre. Derrière cette victoire tranquille se profile la mécanique d'un pouvoir rodé, sûr de lui, et désormais sans rival politique véritable.

Par Suzanne CHEVALIER



À 83 ans, Alassane Ouattara continue d'imprimer sa marque sur la vie politique ivoirienne. En obtenant 89,77 % des suffrages dès le premier tour de la présidentielle du 25 octobre, il a signé l'un des scores les plus écrasants du continent. Pour ses partisans, ce résultat est la récompense d'un bilan économique solide et d'une stabilité préservée. Pour ses opposants, il traduit surtout l'effet d'un jeu verrouillé en amont, où la compétition réelle s'est trouvée limitée dès le départ.

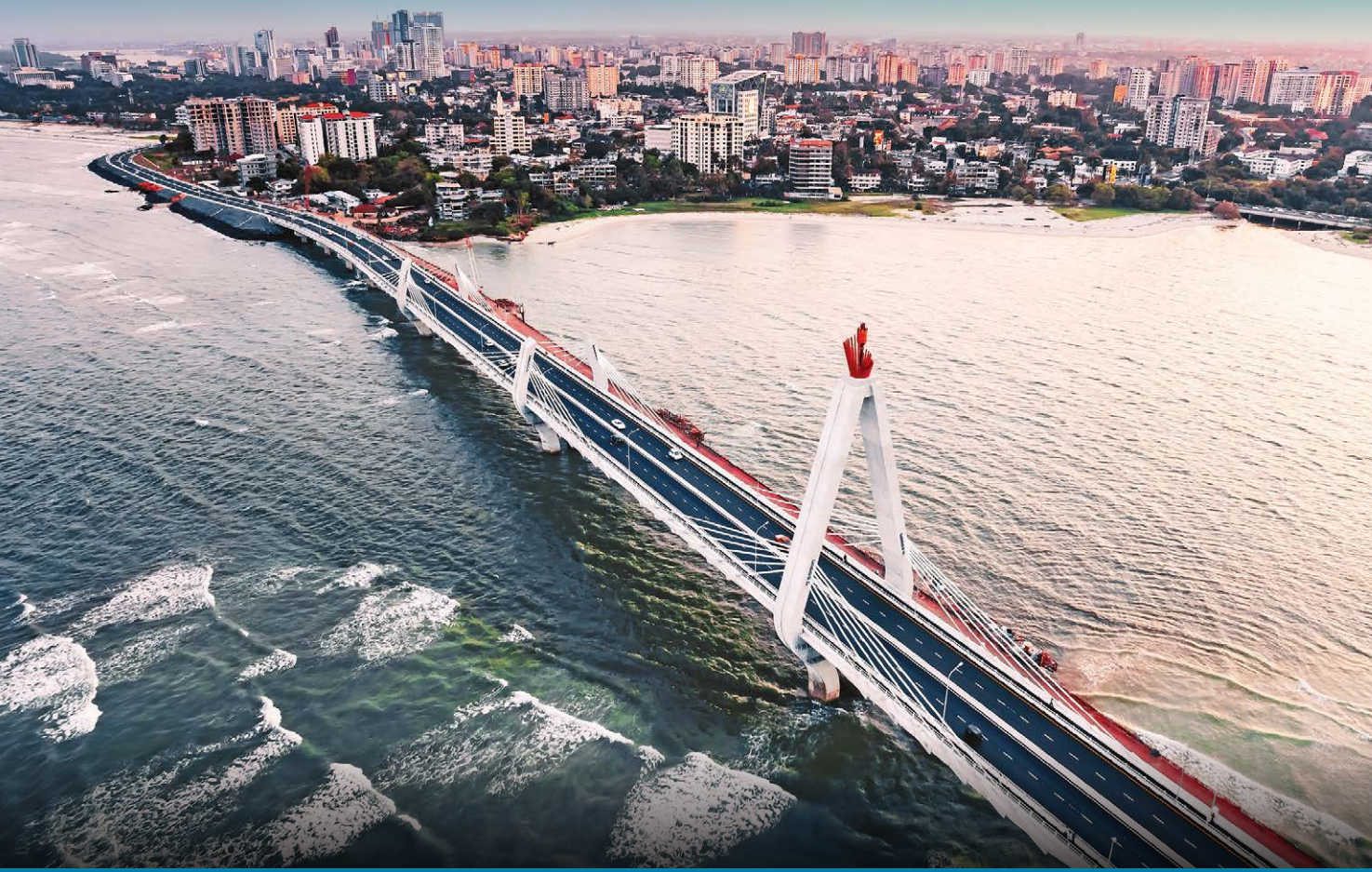
Laurent Gbagbo, figure historique dont l'influence morale demeure mais qui a officiellement annoncé son retrait de la vie politique, n'a pas pu structurer d'alternative. Quant à Tidjane Thiam, désormais à la tête du PDCI, il s'attèle à reconstruire un parti fragilisé par une décennie d'épreuves, sans avoir encore pu constituer une machine électorale prête pour l'affrontement. Affi N'Guessan, affaibli, n'a pas davantage pesé. Le pluralisme n'a donc existé qu'en façade. « Ouattara a institutionnalisé la politique : tout passe par le droit, mais le droit est devenu stratégie », glisse un universitaire d'Abidjan.

La campagne a reflété cet équilibre sous contrôle : affiches omniprésentes du RHDP, meetings d'opposition discrets ou empêchés, encadrement sécuritaire strict. Pas de violences majeures, pas de chaos, mais une atmosphère de prudence où la rue est restée silencieuse. La paix, oui ; la compétition, beaucoup moins. Le pouvoir a mis en avant son argument le plus efficace: l'économie. Les chantiers structurants – métro d'Abidjan, routes, zones industrielles – offrent l'image d'un pays en mouvement. La Côte d'Ivoire reste l'un des moteurs de l'Afrique de l'Ouest, avec une diplomatie active dans une région secouée par les coups d'État. Ouattara apparaît ainsi comme un pôle de stabilité, face aux transitions militaires du Sahel.

> **« En neutralisant ses adversaires avant le scrutin, Ouattara a transformé la compétition électorale en simple formalité administrative.**

Mais cette stabilité a un coût : une uniformisation politique réelle. L'opposition peine encore à se renouveler, à parler aux jeunes, à incarner un horizon. Le taux de participation, légèrement supérieur à 50 %, en est le révélateur le plus net : une fatigue démocratique traverse le pays. Dans les quartiers populaires, on a voté par habitude, par prudence, ou pas du tout. Le souvenir des violences postélectorales de 2010 et 2020 reste présent. Cette fois, le calme a dominé, mais un calme imprégné de résignation.

Désormais, l'enjeu majeur est celui de la succession. Ce nouveau mandat pourrait être le dernier chapitre du cycle Ouattara. Le chef de l'État maîtrise son calendrier, mais son propre succès a aussi effacé les alternatives visibles. Tidjane Thiam avance patiemment ; de nouvelles générations politiques s'organisent ; la société civile observe, en attente du moment où la scène sera à nouveau ouverte. Car si la Côte d'Ivoire ne vit plus au rythme des crises, elle n'est pas encore entrée dans l'ère d'une alternance apaisée. Et c'est désormais là que se joue l'Histoire.■



Façonner demain, aujourd'hui

« Façonner, réinventer, résister, coopérer… L'impact d'une organisation ne se mesure pas uniquement par des chiffres ou des actions. Il se traduit également par ses idées, sa vision, sa capacité à se remettre en question. Il se construit grâce à des équipes et des partenaires qui croient en la force du collectif. »



Jean Van Wetter
CEO

Le Rapport d'activités 2024-2025 d'Enabel, l'agence belge de coopération internationale, propose une sélection de thèmes, d'événements et de réalisations qui ont marqué l'année écoulée, et continuent d'inspirer notre travail en 2025.

Scannez le code pour en savoir plus.

enabel.be

Enabel



Centrafrique

La démocratie sous haute surveillance

À deux mois des élections générales du 28 décembre 2025, la République centrafricaine joue gros : son image, sa cohésion et sa souveraineté. Le président Faustin-Archange Touadéra, candidat à un troisième mandat, avance confiant dans un paysage électoral qui semble taillé sur mesure.

Par Claire MEZANG

L'Autorité nationale des élections (ANE) a publié la liste provisoire des dix candidats retenus pour la présidentielle, dont Touadéra lui-même. Officiellement, tout est prêt : calendrier électoral, liste des électeurs (2,3 millions), financements extérieurs. Dans les faits, le doute persiste.

Le 28 décembre, les Centrafricains doivent voter pour la présidentielle, les législatives, les régionales et les municipales — un marathon démocratique sans précédent dans un pays où encore la moitié du territoire échappe au contrôle de l'État. Des zones entières, notamment dans l'Ouham, la Vakaga ou la Haute-Kotto, sont menacées par des groupes armés. Malheureusement, malgré la présence combinée de la MINUSCA, de contingents rwandais et de paramilitaires russes, la sécurité reste précaire.

Depuis la révision constitutionnelle de 2023, Faustin-Archange Touadéra a renforcé son pouvoir : la nouvelle loi fondamentale lui permet de briguer un troisième mandat, abolit la limitation du nombre de mandats et accroît les prérogatives présidentielles. Le pouvoir s'est structuré : un parti unifié (Mouvement Cœurs Unis), un appareil d'État mobilisé, une opposition émiettée. Mais c'est surtout la publication par l'ANE de la liste des dix candidats retenus – incluant l'ancien Premier ministre Anicet-Georges Dologuélé – qui change la donne.

Pour l'opposition, cette liste n'efface pas les critiques : « *C'est un stratagème pour verrouiller le jeu avant même le premier tour* », commente un universitaire de l'Université de Bangui sous couvert d'anonymat. Car si Dologuélé figure sur la liste provisoire, plusieurs dossiers ont été rejetés pour non-conformité, et l'ANE est jugée proche du pouvoir.

La composition de l'ANE, la logistique électorale et la distribution du matériel restent des sujets de préoccupation. Certains diplomates évoquent des failles dans la chaîne d'acheminement des urnes ; d'autres redoutent une participation faible, limitée aux zones urbaines sécurisées.

À Bangui, pourtant, le ton reste serein: le ministre de l'Administration du territoire, Bruno Yapandé, affirme que «*toutes les conditions sont réunies et les forces alliées veilleront à la stabilité du scrutin* ».

Mais la parole du peuple, encore faut-il qu'elle soit réellement entendue. Entre l'influence russe, la dépendance financière et une institutionnalisation fragile, la souveraineté du pays reste un équilibre délicat. La réussite du 28 décembre ne dépendra pas seulement de la sécurité des urnes: elle reposera aussi sur la crédibilité du résultat.

Si le pari de la stabilité est remporté, la Centrafrique pourrait émerger comme un cas d'école dans une région en proie à la turbulence. Mais si la contestation refait surface, le pays pourrait retomber dans un cycle de violences et de réconciliations inachevées. À Bangui, on dit que le président Touadéra aime les fins tranquilles. Reste à savoir si l'histoire, elle, lui en accordera une. ■

> **« SOUS LA PROMESSE DU CALME, BANGUI AVANCE SUR UN FIL TENDU ENTRE STABILITÉ AFFICHÉE ET FRAGILITÉ STRUCTURELLE.**



Votre événement, au Tangla Hotel

Offrez à vos collaborateurs un cadre prestigieux pour vos événements d'entreprise, au cœur du Tangla Hotel Brussels.

SALLE PRIVATISÉE - SERVICE PROFESSIONNEL - JUSQU'À 400 INVITÉS







www.tanglabrussels.com - sales.office@tanglabrussels.com

Bénin

Wadagni le dauphin de Talon

Alors que le président Patrice Talon s'apprête à quitter le pouvoir après deux mandats, son ministre des Finances Romuald Wadagni a été désigné comme dauphin. Mais au-delà d'une simple passation, cette désignation interroge le sens de la continuité politique, l'espace démocratique et les attentes d'un pays en transformation.



Par René MATEA

Arrivé à la tête de l'économie béninoise en 2016, Romuald Wadagni, 49 ans et un parcours international dans le consulting, s'impose aujourd'hui comme l'homme du moment. Le 1er septembre 2025, la coalition au pouvoir — l'Union progressiste pour le renouveau (UPR) et le Bloc Républicain (BR) — l'a officiellement choisi comme candidat à l'élection présidentielle d'avril 2026, confirmant que Patrice Talon honorera bien la limite constitutionnelle de deux mandats.

La machine est huilée : Talon se retire, le relais est prêt. Mais dans un contexte régional où les présidents s'accrochent, la transition paraît plus maîtrisée qu'aléatoire.

Wadagni aura néanmoins à relever plusieurs défis de taille : incarner la rupture avec son mentor tout en assumant la continuité du projet « Bénin révélé ». Son passage à la tête des finances s'est accompagné d'émissions obligataires de référence, d'augmentation de la transparence budgétaire et d'une meilleure notation internationale. Ces résultats le dotent d'un capital confiance rare dans la sous-région. Mais le glamour du bilan ne suffit pas à bâtir une légitimité populaire.

Le défi démocratique est plus épineux. Derrière la désignation, sans primaire interne ni large consultation publique, se profile un système qui verrouille les options. Le ministre n'a pour l'instant qu'un adversaire mineur validé, ce qui réduit fortement l'alternance potentielle. *«L'opération Talon-Wadagni»* montre à quel point la majorité a verrouillé sa succession. Certains observateurs relèvent que « le dauphin technocrate » est autant l'héritier que le garant du maintien d'un ordre politique structuré.

Sur le plan économique, le pari est clair : industrialiser l'exploitation du coton, développer les zones économiques spéciales, promouvoir les chaînes de valeur africaines. Wadagni a déjà esquissé ce programme. Mais dans un pays où le chômage des jeunes excède 30 %, où l'informel domine et où les attentes en matière de redistribution sont fortes, transformer un bilan d'État-banquier en popularité de masse constitue un test majeur.

Politiquement, l'épreuve de vérité sera la tenue d'une campagne véritablement ouverte, la crédibilité du scrutin, l'indépendance des institutions. Le scénario d'un dauphin désigné peut conforter la stabilité, mais il alimente aussi les critiques d'un verrouillage institutionnel. Comme le rappelle un analyste, *«le Bénin est peut-être stable, mais il n'a jamais été aussi concentré»*. La transparence macro-financière n'efface pas les interrogations sur la pluralité démocratique.

> **WADAGNI HÉRITE DU BILAN DE TALON, MAIS DEVRA MONTRER QU'IL PEUT INCARNER AUTRE CHOSE QUE LA CONTINUITÉ.**

Romuald Wadagni incarne une double promesse : celle d'une continuité économique et celle d'un nouveau visage politique. Si le pari du Bénin est de rester l'île de stabilité en Afrique de l'Ouest, il repose désormais sur les épaules d'un technocrate devenu dauphin. Pour que la passation ne soit pas seulement formelle, deux conditions devront être remplies : ouvrir véritablement l'espace politique, et traduire les succès financiers en bien-être collectif tangible. Autrement, la transition annoncée vers 2026 pourrait n'être qu'un relais de plus dans un système figé.■

Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC)

“Un Tiers de confiance au service du développement économique.”

Créée par la loi n°2008/003 du 14 avril 2008 portant régime des dépôts et consignations, et organisée par le décret n°2011/105 du 15 avril 2011, la Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC) est un établissement public de type particulier.

Une mission au cœur de l’économie nationale

Ses textes fondateurs lui confient une mission essentielle : assurer le service public des dépôts et consignations, en garantissant la sécurisation des fonds qui lui sont confiés.
La CDEC œuvre à garantir la sécurité des fonds et avoirs publics et privés, en les recevant, conservant, gérant et restituant conformément aux lois et règlements en vigueur. Elle assure également, sous mandat, la gestion de certains services spécifiques confiés par l’État ou ses démembrements. Enfin, elle contribue activement au financement du développement économique du Cameroun, en mobilisant ses structures spécialisées pour accompagner les priorités nationales définies par le Gouvernement.

Un modèle économique de confiance

Le modèle économique de la CDEC repose sur quatre piliers essentiels. Elle collecte des sommes et valeurs, notamment oisives, litigieuses ou déposées en garantie, qu’elle s’engage ensuite à sécuriser en sa qualité de tiers de confiance neutre et impartial.
Au-delà de cette mission de conservation, la CDEC s’attache à rentabiliser et financer à travers des placements sûrs et ingénieux, renforçant ainsi ses fonds propres pour mieux accompagner les politiques publiques.
Enfin, elle veille à restituer à la première demande et dans la plus grande transparence, les avoirs aux bénéficiaires légitimes, affirmant ainsi son rôle d’institution fiable et au service du développement.

Des priorités alignées sur la SND30

L’une des principales missions de la CDEC est de contribuer au financement du développement économique du Cameroun, à travers des structures spécialisées et en cohérence avec les priorités définies par le Gouvernement. Conformément à la Stratégie Nationale de Développement 2020–2030 (SND30), son intervention peut ainsi porter sur des projets majeurs tels que le développement des infrastructures énergétiques et de transport, l’accroissement de la productivité et de la production agro-sylvo-pastorale et halieutique, la promotion des industries, ainsi que le renforcement du capital humain et du bien-être des populations camerounaises.

Cap sur l’avenir

À court terme, la priorité est donnée à la mobilisation des ressources afin de renforcer la capacité d’action de l’institution et de soutenir l’État, notamment à travers son intervention sur le marché financier.
À moyen terme, la stratégie repose sur quatre axes structurants : l’opérationnalisation complète de l’appareil institutionnel, la sécurisation durable des ressources, le positionnement affirmé de la CDEC en tant que tiers de confiance au service du développement économique, ainsi que l’appui renforcé aux politiques publiques grâce à des mécanismes de financement adaptés aux orientations de l’État.





CONTACTEZ-NOUS
Bastos, Rue Joseph Mballa Eloumdem
B.P : 35 567 Yaoundé – Cameroun
cdec.cm | cdec@cdec.cm | +237 222 23 61 03

Guinée

Doumbouya, la transition qui dure

Le 21 septembre 2025, une nouvelle Constitution promettant la transition au civil a été adoptée. Mais, un mois plus tard, le général Mamadi Doumbouya vient d'officialiser ce que beaucoup redoutaient : sa candidature à la présidentielle du 28 décembre. Le tombeur d'Alpha Condé montre qu'il n'est pas prêt à céder le pouvoir — et que la « refondation » pourrait bien rimer avec perpétuation.

Par Georges Auréole BAMBA

Depuis le coup d'État du 5 septembre 2021, qui a mis fin au règne d'Alpha Condé, la Guinée était censée renouer rapidement avec un régime civil. Pourtant, l'adoption d'une nouvelle Constitution le 21 septembre 2025 a changé la donne. Avec plus de 89 % de "oui" selon les résultats provisoires et un taux de participation officiel de 86,4 %, le scrutin a ouvert la voie à la candidature du général Doumbouya à la magistrature suprême.

Le texte instaure un mandat présidentiel de sept ans, renouvelable, supprime l'interdiction faite aux putschistes de se présenter à l'élection et crée un Sénat, perçu par de nombreux observateurs comme un instrument de consolidation du pouvoir exécutif. Ces dispositions ne font pas qu'aménager la transition : elles en redéfinissent la finalité. Comme le résume International Crisis Group, « la lenteur de la transition civile se double d'une mécanique de long terme destinée à ancrer le pouvoir militaire ».

Un candidat sans rival

Ce qui n'était hier qu'une hypothèse est devenu réalité : le général Doumbouya est officiellement candidat à la présidentielle du 28 décembre 2025. Le 3 novembre, à 23h59, quelques minutes avant la clôture des dépôts de candidature, il a remis son dossier à la Cour suprême, sous haute escorte. En boubou blanc, acclamé par une foule de partisans, le chef de la junte a fait une brève apparition avant de repartir sans un mot.

Sa candidature, réclamée par une partie de la population, était largement attendue. « Le général Doumbouya, c'est l'espoir du peuple », confiait une militante sur le parvis de la Cour. Pour d'autres, cette annonce confirme un tournant autoritaire : la promesse de transition a laissé place à la volonté de conservation.

Car les grands rivaux de Doumbouya sont absents de la course. Alpha Condé, Cellou Dalein Diallo, Sidya Touré ou encore Aliou Bah ont été écartés, pour des raisons d'âge, de résidence ou d'emprisonnement. L'opposition, réunie au sein des Forces vives, dénonce un « parjure » et une « confiscation du pouvoir pris par les armes ». « Mamadi Doumbouya avait juré de ne pas se présenter. Aujourd'hui, il s'inscrit dans la lignée de ceux qu'il avait renversés », déplore Ibrahima Diallo, l'un de ses opposants en exil.

Une transition verrouillée

L'environnement politique reste étroitement contrôlé. Plusieurs partis sont suspendus, les médias indépendants bâillonnés et les voix dissidentes réduites au silence. Lors du référendum de septembre, 45 000 soldats avaient été déployés, l'espace aérien fermé et certaines campagnes interdites. Derrière la façade d'un retour à la normalité institutionnelle se cache une refonte minutieuse des règles du jeu pour assurer la pérennité du pouvoir en place.

« Ce n'est plus la transition qui mène à l'élection, mais l'élection qui consacre la transition du général en président », souligne un universitaire guinéen.

Sur le plan économique, Doumbouya continue de défendre la « refondation nationale », centrée sur la valorisation minière, les infrastructures et la lutte contre la corruption. Mais pour une large partie de la société civile, les véritables enjeux sont politiques : quand la Guinée cessera-t-elle d'être gouvernée par la junte ?

Une communauté internationale en alerte

À l'international, le scepticisme domine. La France, la Chine, l'Union européenne, mais aussi la CEDEAO et l'ONU, observent le processus avec prudence. Les partenaires appellent à un scrutin « crédible, inclusif et transparent ». Mais la plupart reconnaissent en privé que, face à un champ politique verrouillé, la victoire du général Doumbouya ne fait guère de doute.

Ainsi, le référendum du 21 septembre, suivi du dépôt de candidature du 3 novembre, ne marque pas la fin de la transition, mais sa transformation en régime durable. La Guinée glisse, lentement mais sûrement, d'un pouvoir provisoire à un pouvoir consolidé.

La transition, promise comme un passage, est devenue un état. Et le général Doumbouya, en se portant candidat, l'a transformée en tremplin.■



> **UN SCRUTIN SANS ADVERSAIRE CRÉDIBLE N'EST PAS UN PAS VERS LA DÉMOCRATIE, MAIS UN GLISSEMENT VERS L'AUTORITARISME.**

STALLION CAP
AFRICA

CHANGER LE NARRATIF AFRICAIN SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE.

SECTEURS :

- SECTEUR MINIER
- SECTEUR DE L'ENERGIE
- SECTEUR DE L'EAU & ASSAINISSEMENT
- SECTEUR DE L' IMMOBILIER
- CONSEIL & STRUCTURATION FINANCIÈRE

Nous ne faisons pas que de l'investissement : ***nous catalysons. Nous transformons l'ambition en héritage, et les opportunités en croissance durable.***

Stallion Capital Africa.
Force. Stabilité. Vision.

STALLION CAP AFRICA

www.stalcapafrica.com

Abidjan, Côte d'Ivoire, West Africa

+225 05 06 25 52 68

info@stalcapafrica.com

Cameroun

Paul Biya, le temps du sursaut

Réélu pour un huitième mandat à 92 ans, Paul Biya a consolidé sa position à la tête du Cameroun. Mais derrière la victoire, un vote réfractaire a traversé le pays, révélant les fractures d'une nation en quête d'air nouveau.

Par Suzanne CHEVALIER

La victoire était prévisible, mais elle n'est pas sans fêlures. Le 27 octobre 2025, le Conseil constitutionnel a confirmé la réélection de Paul Biya avec 53,66 % des suffrages. Un chiffre solide, mais bien inférieur aux scores plébiscitaires du passé, qui traduit une érosion du consentement. En face, Issa Tchiroma Bakary a rassemblé 35 % des voix, une première dans l'histoire récente : jamais depuis 1992, un opposant n'avait franchi ce seuil. Dans un pays habitué à la stabilité verticale, cette percée a valeur de signal. D'ailleurs, l'opposant continue de réclamer la victoire à cette élection.

Les observateurs l'ont noté : la carte électorale n'est plus uniforme. Des bastions naguère acquis au RDPC se sont montrés hésitants, voire rétifs : Douala, Garoua, l'Adamaoua ou certaines zones anglophones ont exprimé un vote de protestation. Selon le politologue Étienne Nga Ondoua, « le Cameroun de 2025 n'est plus celui de 2018 : la fidélité au régime ne suffit plus à contenir les frustrations sociales ». Ces frustrations se nourrissent d'une économie stagnante, d'une jeunesse sous-employée et d'une élite politique figée dans ses privilèges.

À 92 ans, Paul Biya reste le plus vieux chef d'État en exercice au monde. Sa longévité, saluée par ses partisans comme une garantie de paix, est aussi devenue son principal défi. Le Cameroun n'a pas seulement besoin de stabilité : il réclame une respiration politique. Dans les chancelleries africaines, on murmure que Yaoundé devrait s'inspirer du modèle d'alternance douce observé au Ghana ou au Sénégal : « garder la continuité de l'État sans la confiscation du pouvoir ». L'enjeu n'est pas l'âge, mais la capacité à se réinventer.

Le président devra, s'il veut apaiser les tensions, réviser son entourage. La génération politique issue des années 1990 a épuisé son ressort. Plusieurs cadres du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), le parti présidentiel, cités dans les milieux diplomatiques, plaident en coulisses pour une ouverture vers de nouveaux profils : technocrates, femmes, jeunes élus locaux. Une recomposition qui pourrait, selon eux, redonner souffle à un système à bout de cycle. « Le Cameroun doit rajeunir sans se renier », glisse un conseiller d'État, conscient que les colères régionales s'additionnent.

Car si le pays n'a pas basculé, il n'est pas apaisé. Les violences post –électorales de Douala, Bafoussam, Dschang et de Garoua, les tensions dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, tout cela compose un paysage de nervosité plus ou moins contenue. Les forces de sécurité ont fait preuve de fermeté, mais la stabilité durable ne se décrète pas par la matraque. Le défi des deux prochaines années sera d'ouvrir un espace de dialogue et de réconciliation nationale, sous peine de voir la contestation muter en désillusion chronique.

Pour l'heure, le pouvoir a gagné du temps. Mais dans la rue, dans les campus et jusque dans les marchés, l'attente d'un renouveau se fait insistante. Les Camerounais ne réclament pas la rupture, mais la respiration. L'avenir de Paul Biya, et du Cameroun avec lui, dépendront de cette lucidité : gouverner autrement, avant que le temps, implacable, ne le fasse à sa place. ■



© DR

> **« À 92 ANS, PAUL BIYA N'A PLUS RIEN À PROUVER, MAIS TOUT À TRANSMETTRE : L'EXPÉRIENCE NE VAUT QUE SI ELLE PRÉPARE L'AVENIR. »**

LA BDEAC EN BREF

La Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) est une Institution Financière Internationale au capital de FCFA 1 500 milliards, créée par le Traité de Bangui du 3 décembre 1975, ayant son siège social à Brazzaville (Congo).

Son actionnariat se présente comme suit :

Actionnaires de la catégorie A

Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, Tchad

Actionnaires de la catégorie B

BEAC, CEMAC, BAD, Burundi, Maroc, France, FSA, BADEA, Libye, Koweït

Les missions de la Banque sont les suivantes :

Concourir au développement économique et social, au développement durable et à la réalisation de l'intégration économique des Etats de l'Afrique Centrale, notamment par le financement des investissements nationaux, multinationaux et des projets d'intégration économique ;

Apporter son concours aux Etats de l'Afrique Centrale, aux Organisations sous régionales, aux institutions financières et aux opérateurs économiques, dans leurs efforts pour la mobilisation des ressources financières et le financement des projets notamment économiquement et financièrement viables ayant des impacts quantitatifs et qualitatifs sur les conditions de vie des populations et la préservation de l'environnement ;

Appuyer les Etats de l'Afrique Centrale, les organisation sous régionales, et les opérateurs économiques dans le financement des études de faisabilité des programmes et projets.

Son Plan Stratégique 2023-2027 « Azobé » dont la vision est d'être "Une BDEAC moderne, socle du développement durable des économies de l'Afrique Centrale", comprend 3 orientations stratégiques :

- Contribuer fortement à l'intégration économique régionale, au développement durable et à l'amélioration des conditions de vie des populations.
- Renforcer et diversifier les ressources mobilisées.
- Transformer et moderniser la BDEAC.

A ce jour, le volume des financements de la BDEAC en faveur du secteur public et du secteur privé dans la zone Afrique Centrale s'élève à environ FCFA 3 000 milliards, couvrant les secteurs clés comme l'industrie, l'énergie, l'agriculture et l'agro-industrie, les infrastructures, le tourisme, la santé, l'éducation, etc.

NOUS CONTACTER

(+242) 04 426 83 00 www.bdeac.org

bdeac@bdeac.org



Malawi : la belle revanche de Peter Mutharika !

Par *Serge Mathias TOMONDJI*

Mai 2020. L'opposant Lazarus Chakwera remporte l'élection présidentielle rejouée au Malawi, battant dans les urnes le président sortant Peter Mutharika. Ce scrutin exceptionnel avait été ordonné par la Cour constitutionnelle après l'annulation de l'élection de 2019, entachée de fraudes. Soutenu par un vaste mouvement populaire, Chakwera accède alors à la magistrature suprême, incarnant une alternance démocratique exemplaire dans cette nation d'Afrique australe.

Septembre 2025. Cinq ans plus tard, la roue tourne : Peter Mutharika, 85 ans, signe un retour triomphal. Déclaré vainqueur le 24 septembre avec 56,8 % des suffrages, il devance nettement Lazarus Chakwera, 70 ans, qui en obtient 33 %. Dans un rare moment de maturité politique, le président sortant reconnaît sa défaite, bouclant ainsi avec élégance un duel électoral entamé six ans plus tôt.

L'élection présidentielle du 16 septembre 2025 marque une nouvelle étape démocratique au Malawi. Comme en 2020, la transition s'est opérée dans le calme, renforçant la crédibilité du système électoral et la confiance des citoyens. Une démonstration de la solidité des institutions malawites, à l'heure où d'autres pays africains traversent des périodes électorales plus controversées.

> **«L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 16 SEPTEMBRE 2025 MARQUE UNE NOUVELLE ÉTAPE DÉMOCRATIQUE AU MALAWI. COMME EN 2020, LA TRANSITION S'EST OPÉRÉE DANS LE CALME, RENFORÇANT LA CRÉDIBILITÉ DU SYSTÈME ÉLECTORAL ET LA CONFIANCE DES CITOYENS.»**

En Côte d'Ivoire, par exemple, Alassane Ouattara, 83 ans, vient d'être reconduit pour un quatrième mandat, au terme d'un scrutin qui, bien que maîtrisé sur le plan institutionnel, n'a pas éteint toutes les inquiétudes liées à la longévité du pouvoir et aux tensions postélectorales. Au Cameroun, Paul Biya, 92 ans, a lui aussi été déclaré vainqueur pour un huitième mandat, prolongeant ainsi un règne de plus de quatre décennies. Dans les deux cas, la relative stabilité politique affichée ne doit pas masquer les aspirations profondes de renouvellement qui montent des jeunesses africaines.

À côté de ces expériences, l'exemple malawite apparaît presque comme une respiration démocratique. Ici, le jeu électoral conserve encore sa capacité à surprendre, à sanctionner, à corriger. Les institutions jouent leur rôle, et les acteurs politiques acceptent, même à contrecœur, le verdict des urnes.

L'année 2025 aura d'ailleurs été riche en consultations sur le continent, du Cameroun à la Guinée-Bissau, en passant par la République centrafricaine et la Guinée, où les tensions pré et postélectorales demeurent un défi majeur. Dans ce contexte, le Malawi donne un exemple rare d'équilibre entre compétition politique et stabilité nationale.

Reste à savoir si Peter Mutharika transformera cette victoire en réussite politique et économique. L'ancien président sait qu'il revient au pouvoir dans un climat social tendu, marqué par la flambée du coût de la vie et les frustrations populaires. Il devra convaincre que son âge avancé n'est pas un handicap, mais l'assurance d'une expérience et d'une sagesse politique capables de redresser le pays.

Pour l'heure, on peut saluer la belle maturité démocratique du Malawi, où le pouvoir change de mains sans violence ni soupçon majeur. Cinq ans après l'avoir perdu, Peter Mutharika reprend le flambeau avec la légitimité des urnes. Un scénario que bien des démocraties africaines gagneraient à méditer, à l'heure où certaines semblent confondre continuité et confiscation.■

Faites décoller votre projet d'entreprise



hub
.brussels
our business is to help yours

hub.brussels vous informe et vous accompagne.
Simple. Gratuit. Efficace.

Sénégal

Le temps des réformes

Endettement insoutenable, chute de la note souveraine, nécessité d'attirer les investisseurs : Dakar joue la carte des réformes fiscales. Mais entre recettes budgétaires et mécontentement social, l'équation s'annonce délicate.

Focus préparé par Abdoulaye YERO



Les députés sénégalais ont adopté, le 18 septembre 2025, trois projets de loi fiscaux jugés indispensables par le gouvernement pour financer le Plan de redressement économique et social (PRES), présenté par le Premier ministre Ousmane Sonko le 1er août dernier. Le premier texte, portant Code des investissements (loi n°16/2025), remplace le dispositif de 2004, jugé obsolète. D'après le ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba, il élargit les secteurs éligibles aux incitations, abaisse le seuil d'accès à 15 millions de FCFA pour inclure les très petites entreprises et prévoit la digitalisation des procédures. Le deuxième texte (loi n°17/2025) modifie le Code général des impôts pour instituer de nouvelles taxes. Plus précisément, les transferts d'argent électroniques – un secteur en plein essor – seront désormais taxés à partir de 20 000 FCFA, une mesure qui a vivement inquiété les opérateurs et certains parlementaires. Ces derniers redoutent en effet un retour au cash et un impact sur l'emploi dans la filière (voir encadré). Par ailleurs, le projet alourdit également la fiscalité sur les boissons alcoolisées, le tabac et les jeux de hasard, ces derniers étant explicitement ciblés pour leurs « effets pervers sur la jeunesse ». Pour justifier ces mesures, le gouvernement a invoqué la nécessité de mobiliser des ressources endogènes, évoquant un taux d'endettement public de 132% % et une dégradation de la note souveraine. Enfin, le troisième texte (loi n°18/2025) supprime la suspension des droits et taxes à l'importation sur les téléphones portables, instaurée en 2008 via la Rutel (Redevance sur l'accès aux télécommunications). À l'origine, cette mesure visait à démocratiser l'accès au mobile. Cependant, selon le gouvernement, elle a

> **« LA SITUATION ÉCONOMIQUE EST CATASTROPHIQUE ET L'HEURE EST AU REDRESSEMENT. NOUS N'AVONS PLUS LE LUXE DE DIFFÉRER CES RÉFORMES »**



Le ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba.

entraîné une «*sous-fiscalisation*» inacceptable dans le contexte actuel.

L'objectif affiché par le gouvernement à travers ces réformes est double : attirer les investisseurs et augmenter les recettes de l'État dans un contexte de dégradation des finances publiques. Le ministre des Finances, Cheikh Diba, a justifié ces nouvelles mesures, dont certaines sont impopulaires. « *La situation économique est catastrophique et l'heure est au redressement. Nous n'avons plus le luxe de différer ces réformes* », a-t-il affirmé devant les députés, rappelant que le pays se trouve confronté à un endettement jugé insoutenable. Selon lui, « nous frôlons l'effet boule de neige avec ce niveau d'endettement », une dynamique qu'il s'agit désormais d'enrayer par une mobilisation accrue des ressources internes. Le tabac, déjà taxé à 70 %, passe désormais à 100 %. L'alcool et les jeux de hasard sont également ciblés. Au-delà de la seule logique budgétaire, en taxant ces produits jugés nocifs pour la santé, l'État entend lancer un signal dissuasif. Certains parlementaires plaident également pour une surtaxation des bouillons culinaires, des crèmes de dépigmentation ou encore des boissons sucrées. En effet, des recherches menées par deux instituts sénégalais – le Consortium pour la recherche économique et sociale et le Laboratoire de recherche en nutrition et alimentation humaine de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar – ont établi une corrélation directe entre les aliments malsains et la forte augmentation des maladies chroniques non transmissibles (diabète, hypertension et cancers).

Ce débat a donné lieu à une passe d'armes entre majorité et opposition. Le député de l'opposition Thierno Alassane Sall a ainsi invité l'exécutif à changer de registre politique. « Après presque deux ans d'exercice, on ne peut plus se contenter d'énumérer les difficultés héritées du passé. Il faut sortir du registre des passifs pour entrer dans celui des actifs », a-t-il martelé, estimant que les discours défensifs doivent céder la place à un bilan tangible. D'un autre côté, le pouvoir ne manque jamais l'occasion de rappeler qu'il a hérité d'un pays « en ruines » et que les responsables de cette mauvaise gestion économique doivent être traduits en justice.■

Transfert d'argent : la taxe qui fâche

L'introduction d'une nouvelle taxe sur le transfert d'argent a soulevé de vives inquiétudes. Cette mesure a suscité un débat intense, alimenté par la crainte d'une charge supplémentaire pour les ménages modestes. Cheikh Diba a tenté de désamorcer la polémique : « La contribution n'excède pas 2 000 FCFA pour un transfert de 20 000 FCFA. Nous ne parlons donc pas d'une ponction excessive. » Le ministre a également souligné que les transactions inférieures à ce seuil restent exonérées et que l'objectif est d'intégrer dans l'effort fiscal un secteur qui, jusqu'ici, contribuait peu au budget de l'État. « Tout le monde doit apporter sa pierre à l'édifice », a-t-il martelé, insistant sur le principe de justice fiscale. À travers cette nouvelle mesure, l'État entend mobiliser 130 milliards de FCFA sur les transactions courantes et 90 milliards sur les transactions marchandes, soit un total de 220 milliards de FCFA sur trois ans. Le schéma projeté prévoit, pour les paiements marchands, une taxe de 0,5 % sur toutes les transactions mobiles, ainsi qu'une taxe de 1,5 % appliquée à chaque client effectuant un transfert ou un paiement. Ainsi, le payeur sera taxé à hauteur de 0,5 %, et le marchand, c'est-à-dire l'accepteur, supportera 2 %. Mais pour beaucoup d'économistes et de parlementaires, il faut éviter de surtaxer le consommateur final. « Taxer le mobile money reste une arme à double tranchant », avertit Mika Diop, directeur de la fintech Kalispot, rappelant que ce secteur constitue le principal vecteur d'inclusion financière. En effet, dans un pays où le taux de bancarisation reste limité (environ 26 %), les portefeuilles électroniques se sont imposés comme un outil d'inclusion atteignant plus de 90 % de la population âgée de plus de 15 ans. Les experts du secteur invitent l'État à mieux affiner la réflexion afin de placer le curseur au bon endroit. « Une telle mesure, si elle n'est pas soigneusement calibrée, pourrait freiner l'usage de ces services et nuire à l'objectif d'inclusion financière pourtant essentiel au développement économique », appuie l'économiste Zeynil El Abidine Ndongo.

Financement

La diaspora au secours...

Sous pression budgétaire et étranglé par la dette, l'État sénégalais cherche un souffle nouveau dans les poches de ses propres ressortissants. Après deux levées de fonds record sur le marché domestique, le gouvernement mise désormais sur la diaspora pour consolider sa souveraineté économique.

Le Sénégal vit sous la pression de ce que l'économiste Amath Ndiaye appelle « *des déficits jumeaux* ». D'un côté, un déficit budgétaire abyssal de 14% du PIB en 2024 ; de l'autre, un déficit des comptes extérieurs estimé à 2 700 milliards de FCFA. À cela s'ajoute un endettement extérieur qui alourdit dangereusement la charge financière du pays, portant la dette publique totale à près de 132% du PIB. Autant dire que l'économie nationale marche sur une ligne de crête, dépendante des financements extérieurs pour tenir debout.

Face à cette situation, l'État a annoncé un plan de redressement de 6 400 milliards de FCFA, avec l'objectif de ramener le déficit budgétaire à 3% d'ici à 2027. Mais dans un contexte où les marchés financiers demeurent frileux, Dakar cherche à mobiliser ses propres forces. C'est ainsi que le ministère des Finances et du Budget a lancé, le 22 septembre, un emprunt obligataire par appel public à l'épargne (APE) qui lui a permis de mobiliser 450 milliards de FCFA sur un objectif initial de 300 milliards.

L'objectif affiché est clair : « *consolider la souveraineté économique* » en diversifiant les sources de financement et en impliquant la diaspora sénégalaise. Les fonds collectés seront affectés à des projets stratégiques dans l'éducation, la santé, les énergies renouvelables, l'agriculture, le numérique, la logistique et l'aménagement du territoire.

Ce n'est pas la première fois que l'État recourt à ce type de mécanisme. En avril et en juillet 2025, deux APE avaient déjà permis de mobiliser respectivement 405 milliards et 364 milliards de FCFA, bien au-delà des objectifs fixés. Mais cette troisième émission introduit une nouveauté : un volet spécifiquement destiné aux Sénégalais de l'extérieur. Une manière de canaliser autrement les 2 300 milliards de FCFA de transferts reçus en 2024, dont 75% en provenance d'Europe.



> **« D'UN CÔTÉ, UN DÉFICIT BUDGÉTAIRE ABYSSAL DE 14 % DU PIB EN 2024. DE L'AUTRE, UN DÉFICIT DES COMPTES EXTÉRIEURS ESTIMÉ À 2 700 MILLIARDS DE FCFA. À CELA S'AJOUTE UN ENDETTEMENT EXTÉRIEUR**

Le Premier ministre Ousmane Sonko a d'ailleurs pris soin de courtiser la diaspora. Le 13 septembre, à Milan, il a présenté son Plan de redressement économique et social (PRES), qui repose à 90% sur les ressources intérieures et à 10% sur le soutien de la diaspora. « *L'Appel public à l'épargne que nous lançons aujourd'hui va au-delà d'une simple opération de financement. Il est le symbole d'un Sénégal qui se réinvente, qui investit dans sa jeunesse et trace la voie d'un avenir clair et ambitieux* », a déclaré le ministre des Finances, Cheikh Diba, lors du lancement officiel.

En attendant un nouvel accord avec le FMI, encore en discussion, le Sénégal reste privé d'un accès facile aux marchés internationaux. Sa note souveraine, dégradée par les agences de notation, limite sa capacité à lever des financements concessionnels. Une contrainte qui rend le pari sur la diaspora encore plus décisif.■

FAGACE

FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET DE COOPERATION ECONOMIQUE

UNE INSTITUTION FINANCIÈRE INTERNATIONALE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

THE NEW MOMENTUM

Un levier de financement du développement au service de l'Afrique



Bénin Burkina Faso Cameroun Centrafrique Congo Côte d'Ivoire Guinée Bissau Mali Mauritanie Niger Rwanda Sénégal Tchad Togo

SIÈGE AU BÉNIN

Cotonou, 298, Boulevard Cen-Sad Rue 12 044,01 BP 2045 RP, République du Bénin

Tél : (+229) 01 21 30 05 21 / 01 97 97 97 30 / 01 94 01 37 20 / E-mail : courriel.fagace@fagace.org

REPRÉSENTATIONS RÉGIONALES

- **Kigali - Rwanda** pour l'Afrique de l'Est, Grand Pension, Plaza 2KN 3 AVE, Kigali, Ground floor, Door G20.
- **Dakar - Sénégal** pour l'Afrique de l'Ouest, SICAP SACRÉ-COEUR 1, rue 15, BP 7003 Dakar
- **Douala - Cameroun** pour l'Afrique Centrale, Immeuble CNPS 4ème étage, Bonanjo ;

Gouvernance

Sonko veut accélérer la cadence

Le premier remaniement du tandem Diomaye-Sonko redistribue les cartes du pouvoir. En plaçant ses fidèles aux postes stratégiques, notamment à la Justice, Ousmane Sonko s'impose comme le véritable maître d'œuvre du gouvernement, quitte à s'exposer davantage en première ligne.



Dix-huit mois après leur arrivée au pouvoir, le duo Diomaye-Sonko a procédé à un premier remaniement ministériel le 6 septembre 2025. Entre réaménagements protocolaires, fusions de ministères, création de nouvelles entités et arrivée de nouvelles têtes, ce changement de l'attelage gouvernemental, attendu depuis plusieurs mois, marque une réorientation des priorités du pouvoir.

Ce nouveau gouvernement place la Justice au premier rang, une attente forte des partisans d'Ousmane Sonko, dont beaucoup ont été victimes de persécutions sous Macky Sall. Cela explique que la nouvelle ministre de la Justice, Yassine Fall, fidèle parmi les fidèles du Premier ministre, ait été positionnée juste derrière lui dans l'ordre protocolaire. Si l'objectif officiel est de *« reconquérir la confiance de l'ensemble des Sénégalais»*, certains observateurs redoutent une chasse aux sorcières et une justice inféodée à l'exécutif.

Sonko a promis un gouvernement d'action et de rigueur : *« Ce ne sera pas un gouvernement de villégiature. Ce sera un gouvernement de travail et d'engagement. Je serai intransigeant et exigeant avec cette nouvelle équipe, et je demanderai à chaque ministre de travailler 7j/7, 24h/24»*, a-t-il déclaré.

La question de l'emploi, associée à la formation professionnelle et technique, constitue une autre priorité. Elle est confiée à l'ancien porte-parole du gouvernement, Moustapha Djeck Sarré. L'une des grandes nouveautés est sans doute la création d'un super-ministère des Infrastructures confié à un entrant, Déthié Fall. Autre changement notable : le ministère des Pêches s'enrichit désormais de l'économie maritime, signe de l'importance accordée au secteur primaire. Quant à la Culture – *« au début et à la fin de tout développement »*, selon Sonko citant Senghor – elle a été rattachée à l'artisanat et au tourisme, des activités complémentaires. Enfin, un Secrétariat d'État spécifiquement chargé de porter la parole du gouvernement a été créé et confié à Mme Marie Rose Khady Fatou Faye.

Écarter les technocrates

Au-delà de l'attelage, les réelles motivations du remaniement semblent claires se défaire des technocrates. Ont ainsi quitté le gouvernement le général Jean-Baptiste Tine à l'Intérieur et surtout Ousmane Diagne à la Justice. Ce dernier cristallisait les critiques depuis plusieurs mois : les partisans du « Projet » lui reprochaient sa lenteur à poursuivre les dignitaires de l'ancien régime. Magistrat respecté pour son intégrité et son attachement à l'indépendance

> **EN PLAÇANT SES FIDÈLES AUX LEVIERS DE COMMANDE, OUSMANE SONKO CONSOLIDE SON POUVOIR TOUT EN ASSUMANT LE RISQUE D'UNE SUREXPOSITION POLITIQUE.**

de la justice, Diagne ne partageait pas la même vision que le chef du gouvernement. L'un défendait une justice indépendante de toute pression politique ; l'autre voulait donner des gages à sa base, qui exerce une forte pression sur le gouvernement. *« Le temps de la justice n'est pas le temps des hommes »*, avait asséné Diagne lors d'une séance de questions-réponses à l'Assemblée nationale. Quelques jours plus tard, à la même tribune,



Sonko lui apporta une réplique cinglante : «*Le temps de la justice doit être le temps des hommes* », lança-t-il, sous les applaudissements d'un parlement largement acquis à sa cause. Les caméras montrèrent alors le visage blême de l'ancien procureur. Depuis cette séquence, chacun savait que les jours de Diagne étaient comptés.

Pour Moussa Diaw, enseignant-chercheur en sciences politiques à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, la volonté des nouvelles autorités de recentrer les ministères régaliens (Justice et Intérieur) autour de personnalités plus proches de Pastef montre que l'action des technocrates a atteint ses limites. Selon lui, cette gestion technocratique a provoqué une cassure entre la base militante de Pastef et l'élite dirigeante du parti: «*Ces nominations de profils plus marqués politiquement permettent un retour à des pratiques plus courantes. Elles traduisent aussi une volonté de reprise en main de deux secteurs clés pour le parti, soumis à la pression des ex-détenus politiques réclamant toute la lumière sur les événements de mars 2021 et de juin 2024* », analyse-t-il.

Ce remaniement referme une séquence tendue entre le duo dirigeant depuis mars 2024. Ousmane Sonko assume son ascendant sur le président Diomaye Faye. La tension, longtemps contenue, avait éclaté au grand jour le 10 juillet dernier, lorsque le Premier ministre Ousmane Sonko avait publiquement critiqué le président Bassirou Diomaye Faye lors d'une réunion de Pastef, dénonçant son manque de soutien face aux « *attaques* » dont il se disait victime et fustigeant un « *problème d'autorité* » au sommet de l'État. Alors que certains opposants spéculaient sur une éventuelle rupture, le président de la République s'est gardé de prendre des mesures de représailles contre son mentor, conscient de ce qu'il lui doit pour son accession au pouvoir. Dans les chaumières dakaroises, on expliquait la colère de Sonko par la résistance du « *système* », donnant l'impression d'un immobilisme. D'autres y voyaient sa volonté de placer ses « *hommes de confiance* » à la tête des ministères de souveraineté pour pouvoir réellement gouverner. Visiblement, il a eu gain de cause.

Désormais, avec les pleins pouvoirs, Sonko entend accélérer la « transformation systémique » promise aux Sénégalais. Mais ce choix est un couteau à double tranchant : il se retrouve plus que jamais en première ligne et comptable de l'action du gouvernement. Plus, même, que le président « légal », Bassirou Diomaye Faye.■

> **LE TANDEM DIOMAYE-SONKO ENTRE DANS UNE NOUVELLE PHASE : CELLE OÙ LE PREMIER MINISTRE IMPOSE SA CADENCE ET REDESSINE L'ÉQUILIBRE DU POUVOIR.**

REBRANDING AFRICA FORUM

Entre rupture et continuité…

La 11e édition du Rebranding Africa Forum, tenue à Bruxelles du 9 au 12 octobre 2025, a marqué un tournant dans l'histoire de cet événement devenu une véritable institution panafricaine. Fidèle à sa réputation d'excellence, le RAF a exploré « Les enjeux de l'intelligence artificielle pour l'Afrique» tout en célébrant une transition symbolique : son fondateur, Thierry Hot, a passé le témoin à Paule Etogo pour conduire la suite de l'aventure.

Par Simon Pierre ETOUNDI, Joseph ELIMBI, Maïmounatou ABDOULAYE et Suzanne CHEVALIER

D'année en année, le Rebranding Africa Forum (RAF) confirme qu'il n'est pas un simple rendez-vous d'élites, mais un véritable carrefour d'idées et d'influences. La 11e édition, accueillie à Bruxelles sous le signe de l'intelligence artificielle, a rassemblé décideurs politiques, dirigeants d'entreprises, chercheurs et jeunes innovateurs autour d'une ambition commune : penser l'avenir technologique du continent depuis l'Afrique et pour l'Afrique.

Au-delà des panels et des discours, le RAF 2025 s'est distingué par la qualité de son organisation et la richesse de ses échanges. Fidèle à son identité panafricaine, l'événement a une fois encore prouvé qu'il est possible de conjuguer rigueur intellectuelle, convivialité et inspiration collective.

Une transition symbolique : Thierry Hot passe le témoin

Cette édition restera toutefois dans les annales pour une autre raison : elle a marqué un passage de relais. Après plus d'une décennie à la tête du RAF, son fondateur et président, Thierry Hot, a choisi de se consacrer pleinement à ses nouvelles fonctions à la Banque africaine de développement (BAD), où il œuvre désormais à temps plein.

Dans un geste à la fois sobre et fort, il a confié la direction de l'événement à Paule Etogo, figure discrète mais essentielle de l'organisation depuis plusieurs années. Ce passage de flambeau, salué par les participants, s'est fait dans un esprit de continuité et d'ouverture. « Le RAF appartient désormais à une équipe, à une génération et à une idée qui nous dépasse tous », a déclaré Thierry Hot lors de la cérémonie de clôture.

Sous la direction de Paule Etogo, l'avenir du forum s'annonce prometteur. Sa rigueur, sa sensibilité managériale et sa connaissance du terrain africain la désignent naturellement pour prolonger et renouveler la vision initiale.



© RAF

L'Afrique et l'intelligence artificielle : entre urgence et ambition

Sur le fond, l'édition 2025 a permis de confronter les espoirs et les inquiétudes liés à l'intelligence artificielle. Comment l'Afrique peut-elle combler son retard tout en évitant la dépendance technologique ? Comment bâtir une IA éthique, inclusive et souveraine ?

Des figures telles que Jacques Bonjawo, président de l'African Association for Ethical Artificial Intelligence, ou Dr Georges Donkor, président de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), ont plaidé pour un modèle africain d'IA fondé sur les valeurs locales et la valorisation des talents du continent. Les débats ont montré une Afrique lu-



cide et confiante, qui veut cesser d'être spectatrice pour devenir architecte de son destin numérique.

Une organisation exemplaire, un public fidèle

La réussite du RAF 2025 tient aussi à sa capacité à fédérer un public fidèle. Année après année, le forum conserve un attrait rare : celui d'un événement où les idées prennent racine, où les échanges débouchent sur des projets concrets. Le soin apporté à l'organisation, la diversité des profils invités, la fluidité des sessions et la densité des discussions ont renforcé la marque de fabrique du RAF : celle de l'excellence africaine assumée.

Des personnalités comme José Maria Neves, président du Cap-Vert, Stanislas Zézé, Pascal Agboyibor ou Didier Acouetey ont contribué à faire du forum une véritable vitrine de l'Afrique en mouvement.

2026 : une nouvelle ère, de nouvelles ambitions

À peine la 11e édition clôturée, les regards se tournent déjà vers l'avenir. Le RAF 2026, annoncé sur le thème *«Systèmes de santé en Afrique : innover pour soigner, soigner pour développer»*, promet d'explorer un domaine vital pour le développement du continent. Sous la houlette de Paule Etogo, l'événement devrait allier rigueur intellectuelle et ouverture sur la société civile, fidèle à la philosophie de son fondateur mais avec une touche nouvelle: celle d'une direction féminine, moderne et inclusive.

> **« THIERRY HOT QUITTE LA DIRECTION DU FORUM POUR S'INVESTIR PLEINEMENT DANS UN NOUVEAU RÔLE À LA BAD, CONFIANT LES CLÉS À PAULE ETOGO.**

Le RAF entre ainsi dans une nouvelle ère, sans renier ses racines. C'est la preuve que les grandes idées ne s'éteignent pas avec leurs créateurs : elles se transmettent, s'adaptent et se réinventent.■

Communication inaugurale

« Nous ne voulons plus être simples utilisateurs »

Lors de l'ouverture du Rebranding Africa Forum 2025 à Bruxelles, le président du Cap-Vert, José Maria Neves, est intervenu en visioconférence pour délivrer un message puissant : l'intelligence artificielle (IA) n'est plus une option technologique mais une condition de souveraineté pour l'Afrique.


© DR

Dans une prise de parole soigneusement orchestrée, José Maria Neves a situé l'intelligence artificielle comme un tournant historique pour l'Afrique. *« L'Afrique se trouve aujourd'hui face au nouveau code source de l'avenir »*, a-t-il déclaré. Ce code n'est pas celui que d'autres écrivent et importent : il doit être africain. En affirmant que *« nous ne voulons plus être simples utilisateurs »*, il a mis la barre haut : l'Afrique veut concevoir, développer, réguler ses propres technologies. Trois axes structurent le propos du président cap-verdien :

Souveraineté numérique : Il a insisté sur la nécessité de disposer d'infrastructures de données propres, de capacités de calcul et d'une gouvernance locale transparente. Il a rappelé que les données sont désormais un actif stratégique et que la dépendance technologique est un frein à l'autonomie.

Inclusion technologique : *«Nos jeunes, nos femmes, nos communautés rurales»*, a-t-il souligné, doivent être au cœur de la révolution numérique. Former des talents, valoriser les langues africaines, inscrire l'IA au service de la santé et de l'éducation sont autant d'engagements concrets qu'il a évoqués.

Éthique et valeurs : Enfin, Neves a fixé un cap moral : l'innovation ne doit pas détourner l'humain mais l'éclairer. Il a plaidé pour une *«technologie au service de la dignité»*, où la protection des données, la diversité culturelle et les droits fondamentaux trouvent leur place.

Un discours de transition et d'ambition

Cette allocution marque une transition symbolique : l'Afrique ne se contente plus de *« rejoindre »* la révolution numérique, elle entend la co-construire. Elle appelle à deux changements clés : d'une part, passer de l'infrastructure à l'intelligence — passer des câbles à la donnée, des réseaux aux algorithmes ; d'autre part, passer de la dépendance à la collaboration — construire un écosystème africain, interconnecté et souverain.

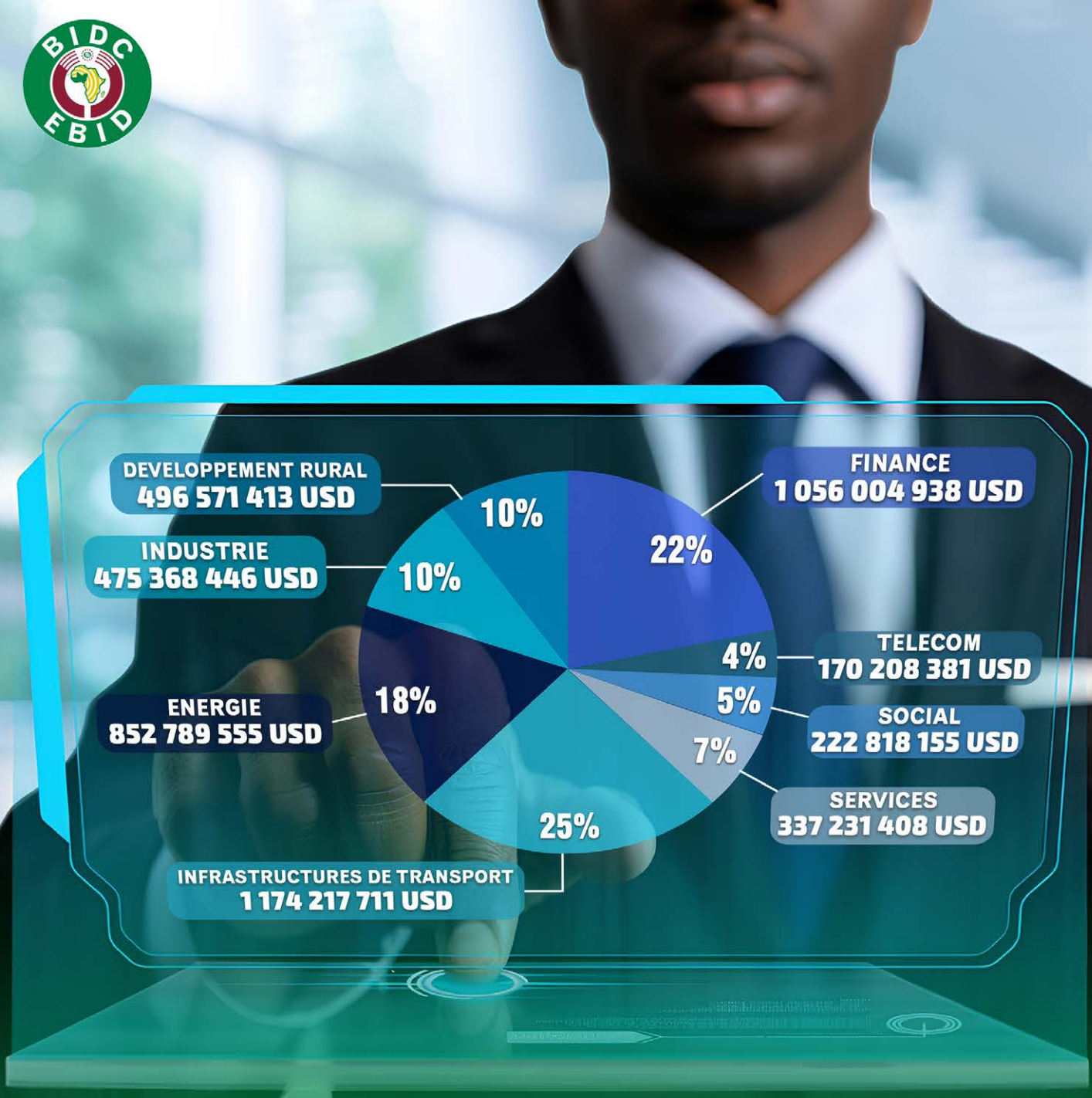
Neves a posé un diagnostic lucide : l'écart technologique existe toujours, mais ce retard peut devenir un atout si l'Afrique adopte ses propres codes. Et il a fixé un objectif clair : d'ici la prochaine décennie, l'Afrique doit être exportatrice de solutions numériques, pas simplement consommatrice.

Une feuille de route pour le continent

En définitive, le président cap-verdien n'a pas seulement offert une vision : il a posé des jalons. Il a évoqué des partenariats panafricains, des hubs régionaux de données, des programmes de formation massive, et une législation adaptée. Le RAF 2025 s'inscrit dans cette dynamique comme un catalyseur. La conférence en visioconférence de Neves est ainsi au cœur du dossier stratégique que doit désormais embrasser le continent.

« Le code source de demain se lit aujourd'hui » : cette phrase résonne comme un défi lancé à l'Afrique toute entière. L'intelligence artificielle représente une opportunité pour repenser l'Afrique et la technologie, pour concevoir un modèle d'innovation enraciné, inclusif et souverain.■

> « L'AFRIQUE NE VEUT PLUS ÊTRE SIMPLE UTILISATEUR; ELLE VEUT CONCEVOIR SON PROPRE CODE SOURCE. » — JOSÉ MARIA NEVES



LES ENGAGEMENTS DE LA BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO (BIDC) AU 30 JUIN 2025

4 785 210 000 USD

La BIDC est un moteur de transformation en Afrique de l'Ouest. Chaque investissement réalisé par la Banque est une étape délibérée vers le renforcement de la résilience, la création d'opportunités et la construction d'un avenir fondé sur la prospérité partagée. En alignant ses capitaux sur les priorités les plus urgentes de la sous-région, des infrastructures et de l'énergie aux PME en passant par les services sociaux, la BIDC sert de catalyseur à une croissance durable et à un développement inclusif.

VISITEZ NOTRE SITE WEB

BIDC_EBID BIDC-EBID BIDC_EBID EBIDofficial

PANEL 1 Comment rattraper le train de l'intelligence artificielle ?

L'Afrique entre lucidité et audace





Dès l'ouverture du forum, la salle vibrait d'un mélange d'impatience et de fierté. C'est que le ton du RAF 2025 était donné : fini le rôle de spectateur; l'Afrique veut devenir coproductrice de la révolution numérique mondiale.

Sous la modération énergique de Nana Aba Anamoah, Jacques Bonjawo, président de l'African Association for Ethical Artificial Intelligence, a planté le décor : «*L'Afrique doit coder selon ses réalités et penser selon son histoire.*» L'IA, pour lui, n'est pas qu'une technologie : c'est un miroir des valeurs, un instrument de souveraineté intellectuelle.

Joël Parfait Kuate, fondateur de Digital House Company, a apporté une note d'optimisme : « *Notre retard peut être une chance : il nous évite de reproduire les erreurs des autres.* » Il plaide pour un écosystème africain plus léger, plus connecté, capable d'expérimenter sans s'enfermer dans les carcans bureaucratiques.

Christopher Egnankou, président du Madiba Club, a rappelé l'urgence écologique : « *Si l'IA ne sert pas à protéger nos forêts et nos sols, elle n'aura rien d'africain.* »

À travers ces échanges, se dessine une même ambition : forger une IA enracinée dans la réalité du continent, au service de la dignité et de la prospérité.■

LES VOIX DU PANEL

Thème : « Comment rattraper le train de l'IA ? »

Modératrice : Nana Aba Anamoah, journaliste et présentatrice ghanéenne.

Panelistes :

Jacques Bonjawo, président, African Association for Ethical AI

Joël Parfait Kuate, fondateur, Digital House Company

Christopher Egnankou, président, Madiba Club

PANEL 2 IA, sport, santé, formation et culture en Afrique

Quand la technologie épouse l'humain



Sous la modération de Simon Pierre Etoundi, ce panel a séduit par la diversité de ses regards : quatre parcours, quatre sensibilités, un même appel à replacer l'humain au cœur de la machine.

Didier Acouetey, président d'AfricSearch Group, a d'emblée posé la question de société : *« Le défi n'est pas d'avoir des machines intelligentes, mais des sociétés intelligentes. »* Pour lui, l'éducation doit être repensée pour faire de l'IA un levier d'égalité et non d'exclusion.

Samia Chelbi, CEO de NetInfo – DigiArt Living Lab, a illustré cette exigence par des exemples concrets : des femmes ingénieures tunisiennes formant des jeunes filles à la robotique ou à la conception d'applications éducatives.

Le Pr Prévost Jantchou, chercheur au CHU Sainte-Justine de Montréal, a démontré comment l'IA améliore la télémédecine et la détection précoce des maladies : *«Mais nos données médicales sont un patrimoine, pas une marchandise. »*



Enfin, Viviane Bondoma, économiste du développement, a rappelé que la technologie peut sauver la mémoire africaine. Elle peut aussi servir d'outil d'alerte pour se prémunir des abus que peut subir l'environnement. Pour elle, il est question de savoir s'en servir pour faire évoluer le continent dans le bon sens. Mais l'Homme doit être au centre de tout.

Un échange vibrant, ponctué d'applaudissements, qui a donné chair au thème du forum : innover sans se dénaturer.■

LES VOIX DU PANEL

Thème : « IA, sport, santé, formation et culture »

Modérateur : Simon Pierre Etoundi, Cameroon Tribune / Notre Afrik.

Panelistes :

Didier Acouetey, président, AfricSearch Group

Samia Chelbi, CEO & fondatrice, NetInfo – DigiArt Living Lab

Prévost Jantchou, professeur-chercheur, CHU Sainte-Justine de Montréal

Viviane Bondoma, économiste du développement

PANEL 3 IA, gouvernance et management

Vers un leadership assumé





Sous la modération éclairée de Léocadie Ebakissé, fondatrice de Talents Awake, ce panel a abordé l'un des sujets les plus structurants du forum : comment l'intelligence artificielle peut-elle redéfinir la gouvernance et le management africains ? Dans une salle attentive, les intervenants ont livré un diagnostic lucide : le numérique ne remplacera pas le leadership, il l'amplifie — à condition qu'il reste éthique et inclusif.

Stanislas Zézé, PDG de Bloomfield Investment Corporation, a planté le décor avec force : « *La corruption n'est pas un fait africain, mais humain. Ce qui compte, ce sont les outils de contrôle.* » Pour lui, l'IA offre une opportunité unique : dématérialiser les procédures et instaurer des mécanismes d'audit fiables, capables de réduire les zones d'opacité.

Khady Evelyne Denise Ndiaye, directrice du secteur privé à la Commission UEMOA, a prolongé la réflexion en évoquant les défis d'un cadre réglementaire adapté : « *Le but est de garantir l'innovation sans sacrifier la vie privée ni l'équité.* »

À sa suite, Grégory Depasse, expert en IA chez CGI Belgique, a recentré le débat sur la finalité: «*Les applications les plus importantes sont celles qui transformeront les données en décisions.* »

Annelore Isaac, directrice générale adjointe de hub.brussels, a apporté une note concrète : témoin de l'impact quotidien de l'IA sur l'entrepreneuriat, elle voit dans les outils numériques un formidable levier d'efficacité pour les PME et les jeunes créateurs africains.

Thierno Seydou Diop, associé chez Schuman Associates, a replacé les enjeux dans la perspective mondiale : « *Les questions de l'IA ne se posent pas seulement pour l'Afrique; elles concernent toute l'humanité. L'essentiel est d'investir dans nos infrastructures et nos données.* »

Enfin, Pascal Agboyibor, managing partner du cabinet ASAFO & Co., a souligné que le leadership du futur ne se mesurera pas à la puissance des machines, mais à la qualité du discernement humain.

Tous convergent : l'Afrique ne doit pas subir la révolution numérique, mais en définir le sens. Gouverner à l'ère de l'IA, c'est apprendre à conjuguer technologie et responsabilité, performance et transparence.■

LES VOIX DU PANEL

Thème : « IA, gouvernance et management »

Modératrice : Léocadie Ebakissé, fondatrice, Talents Awake.

Panelistes :

Pascal Agboyibor, Managing Partner, ASAFO & CO.

Khady E. Ndiaye, directrice du secteur privé, Commission UEMOA

Grégory Depasse, directeur expert IA, CGI Belgique

Annelore Isaac, DGA, Hub Brussels

Thierno Seydou Diop, associé, Schuman Associates

Stanislas Zézé, CEO & Chairman, Bloomfield Investment

PANEL 4 IA, finances et assurances

Quand les algorithmes bousculent les coffres



Le ton est plus technique — mais l'enjeu est immense : comment l'intelligence artificielle redéfinit-elle la finance africaine ?

Jocelyne Nguessan, Directrice générale adjointe Corporate de Banque Atlantique, a ouvert le débat en décrivant *« la révolution silencieuse des banques africaines»*: détection automatique de fraudes, scoring intelligent adapté aux réalités locales, services personnalisés sur mobile. Elle a insisté sur la nécessité de *« modèles de risque qui parlent africain »*, c'est-à-dire capables de capter l'économie informelle et la dynamique des PME sur le continent.

Basile Tchakounte, Secrétaire général du FAGACE (Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique), a quant à lui exploré l'apport de l'IA dans le secteur des assurances : *« L'intelligence artificielle permet de moderniser les process, d'accélérer le traitement des dossiers, de mieux évaluer les risques de façon dynamique »*. Il a rappelé que dans de nombreux pays africains, l'assurance reste peu utilisée notamment parce que les outils actuels ne prennent pas en compte la volatilité spécifique des contextes locaux. Par l'IA, il s'agit de faire émerger des modèles plus inclusifs.

Louis Lebon, expert en développement du secteur privé chez ENABEL, a tempéré l'enthousiasme : *«L'algorithme ne remplacera jamais la confiance, mais il peut la mesurer.»* Il a notamment mis en lumière l'enjeu d'intégrer l'économie informelle à l'écosystème financier digitalisé : *« Il faut que l'IA soit capable de reconnaître des acteurs non bancarisés, des petits entrepreneurs, et en retour générer des services financiers à leur mesure. »*

Tous s'accordent sur un point : la donnée est devenue la nouvelle monnaie de la confiance économique — et l'Afrique ne doit pas la céder. Les algorithmes ne sont pas une panacée, mais ils peuvent devenir des leviers puissants pour rendre la finance et l'assurance plus justes, plus accessibles et mieux adaptées aux réalités africaines. ■



LES VOIX DU PANEL

Thème : « IA, finances et assurances »

Modératrice : Léocadie Ebakissé, Talents Awake.

Panelistes :

Jocelyne Nguessan, DGA Corporate, Banque Atlantique

Basile Tchakounte, secrétaire général, FAGACE

Louis Lebon, expert, ENABEL

PANEL 5 IA, industries extractives, logistique et infrastructures

Des mines aux mégadonnées





La lumière s'adoucit, les regards se fixent : ce dernier panel plonge au cœur de l'économie réelle. De la mine au port, de la route au cloud, l'IA s'impose comme moteur d'efficacité et de souveraineté.

Stéphane Ouedraogo, Managing Partner de Stallion Cap Africa, a donné le ton : « *L'Afrique ne doit plus exporter des minerais bruts, mais de la valeur transformée.* » Il montre comment l'analyse prédictive optimise la logistique et réduit les pertes.

Alexis Frémeaux, responsable de l'innovation à l'Agence Française de Développement (AFD), a illustré les bénéfices d'une planification intelligente : routes et réseaux deviennent "parlants", capables d'alerter sur leur propre état.

Ekelle Biyiha, étudiante en sciences politiques et Project Manager au Madiba Club, a défendu une approche éthique de l'automatisation : « *L'industrie du futur doit être sûre, durable et formatrice pour la jeunesse.* »

Le panel a insisté sur la cybersécurité et la création d'infrastructures numériques panafricaines. Dans la salle, une certitude s'impose : l'Afrique industrielle de demain sera data-driven ou restera dépendante.■

LES VOIX DU PANEL

Thème : « IA, industries extractives, logistique et infrastructures »

Modératrice : Bridget Uzezi Ugwe, journaliste Africa News.

Panelistes :

Stéphane Ouedraogo, Managing Partner, Stallion Cap Africa

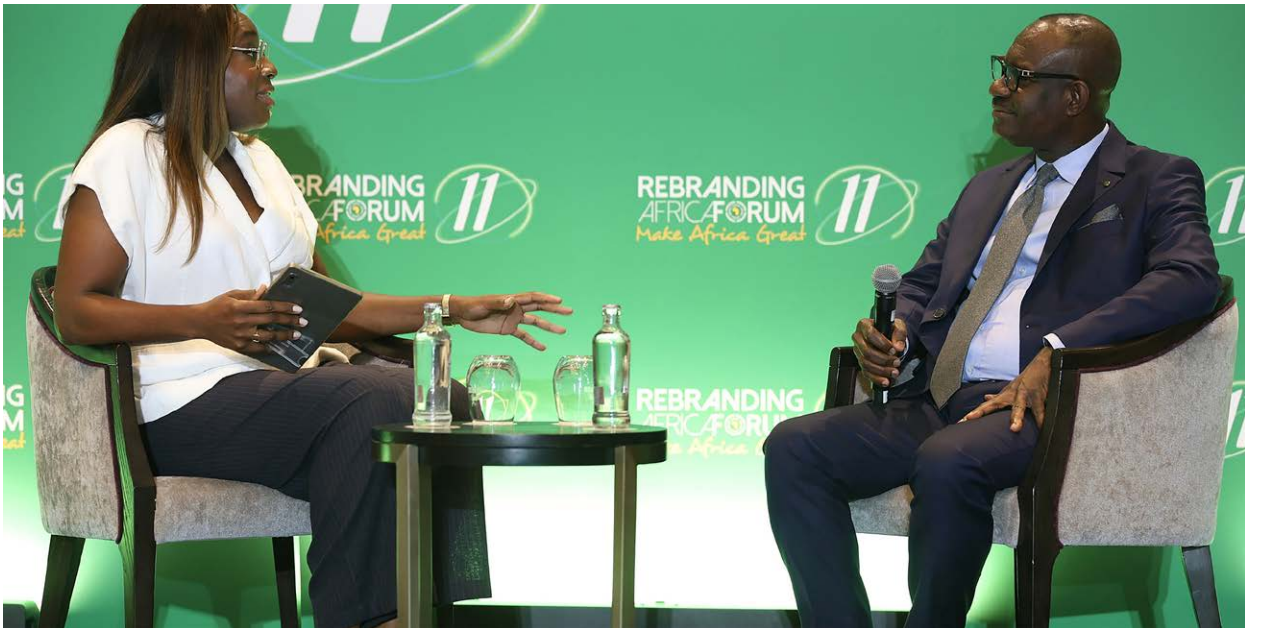
Alexis Frémeaux, responsable de l'innovation, AFD

Ekelle Biyiha, étudiante en sciences politiques, Project Manager, Madiba Club

HARD TALK Intelligence artificielle et développement : investir dans l'avenir

Dr Georges Agyekum Donkor, président, Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC)

La finance au service des idées



Dans une atmosphère studieuse mais vibrante, Dr Georges Agyekum Donkor, président de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), échange avec la journaliste nigériane Bridget Uzezi Ugwe. Les mots sont pesés, la pensée limpide: l'Afrique ne doit pas seulement s'adapter à l'intelligence artificielle ; elle doit en être l'un des pôles.

« L'Afrique ne doit plus contempler la révolution numérique, elle doit l'alimenter. » Cette déclaration, prononcée d'une voix calme mais ferme, résume la philosophie de Dr Donkor. Il explique que la BIDC a choisi de faire de la technologie un axe stratégique de financement. L'institution met en place un fonds pour les technologies émergentes, destiné à soutenir les start-up, universités et incubateurs actifs dans l'éducation, la santé et la finance inclusive.

« Nous devons financer la matière grise avant la matière brute, » martèle-t-il. Le président de la BIDC voit dans l'IA un instrument d'égalité des chances, capable d'élargir l'accès au crédit et de transformer la gouvernance économique. Pour lui, l'investissement doit désormais s'appuyer sur la donnée, la recherche et la créativité.

Évoquant la souveraineté numérique, Dr Donkor insiste sur la nécessité d'une coopération régionale coordonnée : *« L'intelligence artificielle ne reconnaît pas les frontières ; l'Afrique doit penser en réseau, agir en bloc et protéger ses données comme elle protège son or. »* Sous les applaudissements, il conclut : « La souveraineté technologique, c'est la nouvelle indépendance africaine. » Un message fort, à la hauteur d'un banquier visionnaire qui veut faire de la BIDC la banque de la transformation numérique et du capital humain.■

LES ACTEURS

Invité :

Dr Georges Agyekum Donkor, président, Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC)

Modératrice : Bridget Uzezi Ugwe, journaliste AfricaNews

Principaux axes :

Création d'un fonds pour les technologies émergentes.

L'investissement dans le capital humain comme moteur de croissance.

L'intégration numérique régionale comme priorité stratégique.

L'IA comme catalyseur de transparence et d'inclusion.

HARD TALK Développement et innovation : la transformation par le financement

Jean Paterne Ekoga, vice-président, Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC)

Une finance publique en mutation



LES ACTEURS

Invité : Jean Paterne Ekoga, vice-président, BDEAC

Modérateur : Simon Pierre Etoundi, journaliste et analyste (Cameroon Tribune / Notre Afrik)

Principaux axes :
Mutation de la BDEAC vers le financement de l'innovation.
Digitalisation des procédures et création d'un fonds pour l'IA.
La donnée comme actif stratégique pour la transparence.
Le numérique comme moteur d'inclusion économique.

Dans l'ambiance feutrée du Tangla Hotel, l'auditoire écoute en silence. Sur scène, Jean Paterne Ekoga, vice-président de la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC), répond aux questions du journaliste Simon Pierre Etoundi. L'échange s'annonce direct. « Nous devons financer non seulement des routes et des barrages, mais aussi des cerveaux. » Le ton est donné. Pour le banquier gabonais, l'Afrique centrale doit sortir du modèle d'extraction pour devenir une économie de transformation et d'innovation.
La BDEAC est souvent perçue comme une banque d'infrastructures. Mais son action dépasse désormais les grands chantiers. Chaque jour, ses équipes analysent des projets, structurent des financements, accompagnent les États et les entreprises, et suivent l'avancement sur le terrain. La banque travaille aussi avec les établissements financiers locaux pour soutenir les PME et les jeunes entrepreneurs, souvent pénalisés par le manque de garanties.

Le virage vers l'économie du savoir

« Financer l'intelligence, c'est préparer l'avenir », insiste Jean Paterne Ekoga.
La BDEAC accélère la digitalisation de ses procédures, simplifie l'instruction des dossiers et lance un fonds dédié à l'innovation. Celui-ci vise à accompagner les start-up, les centres de recherche appliquée et les écosystèmes technologiques encore fragiles, mais porteurs de solutions adaptées aux réalités locales.
Cette évolution s'inscrit dans une stratégie claire : ne plus seulement construire des ouvrages, mais favoriser l'émergence de compétences, de créativité et de valeur ajoutée locale. La banque encourage ainsi le développement des incubateurs, soutient la formation de cadres techniques, et favorise les partenariats entre universités, entreprises et institutions publiques.

Une Afrique centrale en mouvement

La sous-région reste marquée par des procédures lourdes. Jean Paterne Ekoga plaide donc pour une BDEAC plus agile, proche des citoyens et à l'écoute de la jeunesse : « Nous simplifions nos circuits de financement pour ouvrir plus vite des opportunités. » Son message résume l'esprit du RAF 2025 :
L'Afrique centrale ne veut plus être spectatrice. Elle veut conjuguer rigueur financière et intelligence créative, pour bâtir un développement fondé sur l'innovation, la compétence et la confiance en soi.■

REBRANDING AFRICA AWARDS 2025

GOVERNANCE LEADERSHIP AWARD

JOSÉ MARIA NEVES



Homme d'État à la stature affermie par l'expérience, José Maria Neves incarne la continuité d'un Cap-Vert stable et respecté. Né en 1960 sur l'île de Santiago, il a grandi au cœur d'un archipel où l'insularité forge la résilience et l'écoute. Premier ministre de 2001 à 2016, puis Président de la République depuis 2021, il s'est imposé comme l'un des artisans les plus constants de la modernisation de l'État cap-verdien. Son action repose sur trois piliers : la consolidation démocratique, la bonne gouvernance et l'ouverture au monde, dans le respect des équilibres sociaux et institutionnels.

En recevant le Governance Leadership Award au Rebranding Africa Forum, José Maria Neves a rappelé que « raconter nos propres histoires » est une exigence de souveraineté. Cette parole, mesurée et ferme, résume la philosophie d'un dirigeant attaché à l'exemplarité. Sous son impulsion, le Cap-Vert s'affirme comme un modèle de transparence, de participation citoyenne et d'innovation publique. Visionnaire discret, il croit au progrès par l'éducation, la jeunesse et la rigueur de l'action. Fidèle à l'esprit de service, José Maria Neves illustre une Afrique de responsabilité : celle qui bâtit son avenir sur la cohérence, la stabilité et la confiance retrouvée entre gouvernants et gouvernés.

REBRANDING AFRICA AWARDS 2025

LIFETIME ACHIEVEMENT AWARD

FATOU DIOME



Fatou Diome ne parle pas, elle sculpte les mots. Sur sa langue résonnent les vents du Sine-Saloum, les murmures du départ et les éclats de l'exil. Depuis l'île de Niodior jusqu'aux rives européennes où elle dépose ses valises et ses combats, elle a tissé une œuvre littéraire qui a ouvert des brèches dans l'imaginaire collectif. Migration, mémoire, identité, dignité : chez elle, chaque phrase se fait pirogue, chaque roman passeur d'histoires et de vérités souvent étouffées.

Au Rebranding Africa Forum, le Lifetime Achievement Award vient saluer une trajectoire singulière. Non seulement celle d'une écrivaine majeure, mais d'une conscience : une voix qui ne transige jamais avec la dignité humaine et rappelle avec force que l'Afrique n'a pas besoin de ventriloques pour exister dans le monde. Fatou Diome donne chair aux invisibles, nomme les blessures sans fatalisme, célèbre les possibles sans naïveté. Elle écrit l'Afrique à hauteur de cœur et de courage, avec la conviction que raconter, c'est guérir, et que témoigner, c'est déjà résister. Son œuvre, dense et habité, laisse une empreinte durable : celle d'une femme qui a refusé l'effacement et a offert à toute une génération le droit à la parole et à la lumière.

REBRANDING AFRICA AWARDS 2025

MEDIA LEADERSHIP AWARD

MBAYE LEYE

Le destin de Mbaye Leye s'est joué d'abord sur le gazon, sous les cris d'un public en liesse. Attaquant rapide, élégant, instinctif, il a longtemps fait vibrer les stades avant d'embrasser une autre arène : celle des idées, de l'analyse, du message. Certains passent du jeu aux bancs, lui a choisi d'ajouter un micro à son parcours. Et c'est dans ce double héritage – ballon et parole, terrain et tribune – qu'il forge aujourd'hui son influence.

Lauréat du Media Leadership Award, Mbaye Leye incarne cette génération de figures sportives qui refusent le rôle étroit de l'athlète muet. Consultant, entraîneur, mentor, il porte une vision où le football devient vecteur d'éducation, de confiance et de dignité. À travers les écrans et les réseaux, il célèbre la compétence africaine, dynamite les clichés, exige respect et reconnaissance pour les talents du continent. Son leadership s'exprime dans le verbe, l'analyse fine, la pédagogie calme d'un homme qui connaît la pression du haut niveau et les réalités du terrain. En faisant du sport un langage stratégique et un outil de rayonnement, Mbaye Leye rappelle que l'influence africaine se joue aussi dans l'intelligence du récit.



REBRANDING AFRICA AWARDS 2025

MILESTONE AWARD

ÉLISABETH MORENO



Élisabeth Moreno a l'énergie de celles qui savent bâtir des ponts. Née au Cap-Vert, élevée en France, elle avance à la croisée des identités et des responsabilités : cheffe d'entreprise, femme politique, dirigeante engagée. Ancienne ministre de l'Égalité, de la Diversité et des Chances en France, aujourd'hui présidente du conseil d'administration de Ring Capital & Ring Africa, elle défend une vision claire : l'inclusion n'est pas un slogan moral, mais un moteur de performance et de transformation.

Le Milestone Award célèbre cette trajectoire brillante – mais surtout cette conviction fermement chevillée au cœur : les talents africains doivent pouvoir s'exprimer, entreprendre, investir, innover, rayonner. À travers ses engagements, elle soutient un continent qui refuse la relégation et construit son avenir en s'appuyant sur ses forces humaines. Élisabeth Moreno parle aux jeunes, aux femmes, aux décideurs: elle encourage, inspire, et montre que réussir sans renoncer à son identité est non seulement possible, mais nécessaire. Sa parole est une passerelle, son parcours une boussole, son engagement un souffle neuf pour une Afrique sûre d'elle et debout.

REBRANDING AFRICA AWARDS 2025

EMPOWERING WOMEN AWARD

EUPHRASIE MBAMBA

Euphrasie Mbamba a fait du cacao une histoire de filiation et de fierté. Originaire du Cameroun, elle a grandi entre les effluves de fèves torréfiées et les rêves d'ailleurs. Installée en Belgique, elle fonde en 2014 Sigoji, une chocolaterie artisanale qui marie le savoir-faire belge et les arômes profonds des plantations africaines. Dans son atelier de Ciney, elle contrôle chaque étape : torréfaction, assemblage, création – comme pour rappeler que l'excellence ne connaît pas de frontières.

Doublement primée en Belgique, elle incarne une Afrique qui transforme ses ressources avec intelligence et passion. Lauréate du Empowering Women Award, elle symbolise ces femmes qui bousculent les habitudes, renversent les hiérarchies et prouvent que l'entrepreneuriat féminin est un levier de renaissance. Euphrasie Mbamba ne se contente pas de fabriquer du chocolat : elle fabrique des modèles. Elle redonne aux productrices de cacao la place qu'elles méritent et aux jeunes Africaines le goût du possible. Dans chacune de ses tablettes, il y a une leçon : l'audace se cultive, la douceur se travaille, et la réussite se partage.



REBRANDING AFRICA AWARDS 2025

HONOUR AWARD



THIERRY HOT

Thierry Hot appartient à cette famille rare de bâtisseurs discrets et déterminés. Journaliste, entrepreneur, stratège, il a fait de l'Afrique non seulement son terrain de narration, mais son terrain d'avenir. Fondateur du magazine Notre Afrik et du Rebranding Africa Forum, il a prouvé que le storytelling africain peut se structurer, s'institutionnaliser, s'exporter. Communiquer, pour lui, n'est pas accessoire : c'est une arme d'influence, un outil diplomatique, un levier de transformation.

Le Honour Award vient reconnaître ce travail patient, ce sens du dialogue, cette capacité à connecter l'Afrique au monde sans complexe ni crispation. Aujourd'hui conseiller exécutif et chef de cabinet à la Banque africaine de développement, il accompagne une nouvelle ambition continentale : celle d'une Afrique actrice, narratrice, stratégique. Thierry Hot n'élève jamais la voix inutilement ; il préfère construire, fédérer, ouvrir des portes. Sa trajectoire rappelle que l'avenir du continent appartient aussi à ceux qui maîtrisent la parole, organisent les idées et créent les espaces où se pensent les transitions. Par son engagement, il confirme que rebrander l'Afrique, ce n'est pas maquiller : c'est révéler, affirmer, propulser.

Perspectives

Penser, agir et innover à l'africaine



De la gouvernance à la santé, de la finance à la culture, l'intelligence artificielle a traversé le Rebranding Africa Forum 2025 comme un souffle collectif, un appel à conjuguer modernité et souveraineté. À travers chaque panel, un même fil s'est tissé : l'Afrique ne veut plus importer des modèles, mais forger les siens, à partir de sa créativité, de sa jeunesse et de ses propres valeurs éthiques. L'IA y est apparue non comme une mode, mais comme une responsabilité partagée : celle de transformer sans renier, d'innover sans se perdre.

Cette 11e édition marque un tournant. D'abord humain, avec le passage de témoin entre Thierry Hot, fondateur visionnaire, et Paule Renée Etogo Ebongué, nouvelle cheffe d'orchestre d'un RAF résolument tourné vers l'avenir. Ensuite stratégique, avec la naissance de la RAF Academy, fruit d'un partenariat historique entre le Rebranding Africa Forum et le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE). Cette alliance ouvre un horizon inédit : un programme d'incubation et de formation destiné aux entrepreneurs de la diaspora africaine, avec un accent particulier sur les femmes, les jeunes et les innovateurs du numérique, de l'agrobusiness et des industries créatives.

Grâce au soutien du FAGACE, la RAF Academy proposera des modules de coaching, de financement et d'accompagnement sur mesure, transformant les idées en projets concrets. L'ambition : bâtir une génération d'entrepreneurs formés à la rigueur de la gouvernance et à la puissance des outils numériques. Le RAF ne se contente plus de penser le changement ; il veut le produire.

La masterclass "Entreprendre & Innover à l'Ère de l'IA en Afrique", animée par Joël Parfait Kuate, fondateur de Digital House Company, a donné la mesure de cette ambition. Les participants y ont découvert les usages concrets de l'IA dans la gestion, le marketing, la productivité et la création de valeur. Les recommandations pratiques de M. Kuate ont été saluées pour leur pragmatisme : comprendre les outils, les adapter, les intégrer au quotidien pour renforcer l'efficacité et l'impact.

Lors de cette même session, Paule Etogo Ebongué a présenté les objectifs de la RAF Academy, insistant sur la nécessité de structurer les talents africains et d'en faire des acteurs majeurs du développement durable.

En filigrane, tout concourt à élargir les horizons du RAF : penser et agir au-delà de la conférence annuelle, bâtir un écosystème de compétences et de solidarité. À l'horizon 2026, le forum poursuivra cette dynamique en se consacrant à un enjeu vital : « *Systèmes de santé en Afrique : innover pour soigner, soigner pour développer* ».

Le RAF 2025 s'achève donc sur une promesse : celle d'une Afrique confiante, lucide et inventive, où l'intelligence — naturelle ou artificielle — devient un levier de transformation collective.

RAF 2025 EN IMAGES













RAF 2025 EN IMAGES



















RAF 2025 EN IMAGES















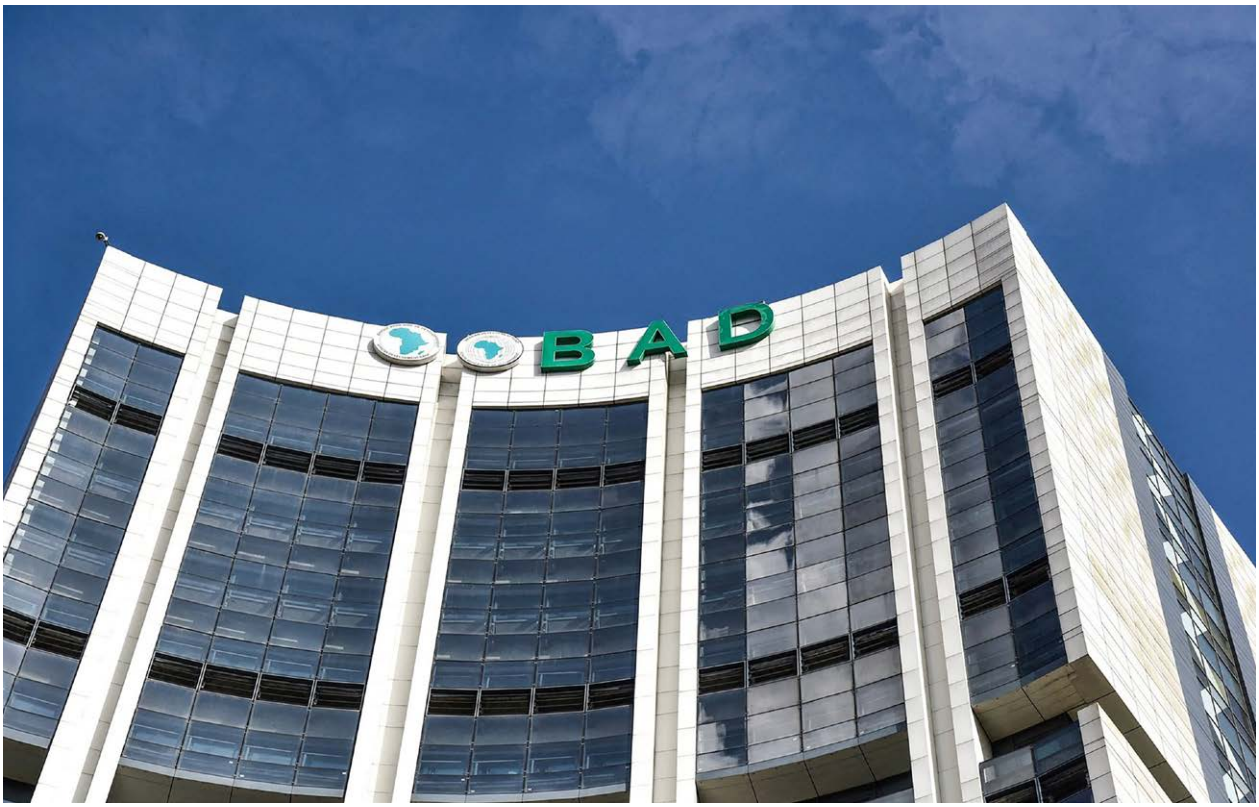






Banque africaine de développement

Les cent jours d'un changement de ton



Le Mauritanien Sidi Ould Tah qui va franchir le cap symbolique de trois mois à la tête de l'institution en décembre 2025, a déjà donné la mesure de sa méthode : aller vite, travailler mieux et ouvrir plus largement la porte au capital privé, sans rupture tapageuse mais avec une rigueur tranquille.

Par Simon Pierre ETOUNDI

Lorsqu'il a pris ses fonctions le 1er septembre 2025, Sidi Ould Tah n'a pas cherché l'effet d'annonce. Son mot d'ordre – *« le temps pour la délivrance a commencé »* – résume une philosophie : passer d'une culture de l'attente à une culture de l'exécution. Ce diplômé de Harvard et ancien patron de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) connaît la maison et ses pesanteurs. En quelques semaines, il s'est attelé à imprimer sa marque: recentrer les priorités, redonner de la crédibilité aux engagements et réaffirmer la vocation de la BAD comme catalyseur du développement continental.

> **« LA BAD ENTRE DANS UNE ÈRE OÙ LA CRÉDIBILITÉ PASSERA PAR LA RAPIDITÉ D'EXÉCUTION.»**

À la différence de ses prédécesseurs, Sidi Ould Tah ne s'est pas enfermé dans la longue période d'observation souvent réservée aux nouveaux dirigeants d'institutions. Dès les premiers jours, il a multiplié les échanges avec les directions internes et les partenaires extérieurs, dessinant un cap où efficacité rime avec sobriété.

L'un de ses premiers gestes symboliques a été de réunir les départements opérationnels pour exiger une simplification des procédures: moins de formulaires, plus de livrables. Une exigence saluée en interne, où l'on évoque déjà une *«révolution douce»* destinée à fluidifier les circuits décisionnels.

Cette volonté d'agilité se traduit aussi dans les alliances qu'il tisse. Fin septembre, la BAD a signé avec Michael Bloomberg une initiative commune visant à mobiliser des fonds privés à grande échelle pour soutenir les infrastructures africaines. Un partenariat qui illustre la nouvelle approche : faire converger financements publics, capitaux souverains et investisseurs privés autour d'objectifs concrets, du climat à la transition énergétique.

Une méthode fondée sur la rigueur et la clarté

La rigueur, pour Sidi Ould Tah, n'est pas une posture morale mais un impératif de crédibilité. Il veut une banque qui tienne ses délais, qui parle chiffres plutôt que promesses. Dans cette logique, il a demandé à chaque département de produire un tableau de bord trimestriel des projets en cours, accessible au comité de direction et bientôt aux États membres.

Son entourage parle d'un homme *«qui compte les jours»* : pour lui, les cent premiers marquent le test de la méthode, non l'état de grâce. Cette discipline se retrouve dans son discours sur la gouvernance : transparence, éthique de gestion et responsabilité collective doivent devenir des valeurs cardinales au sein du groupe.

> « Sidi Ould Tah incarne la génération d'Africains qui préfèrent la mesure du résultat à la rhétorique du développement. »

Mais le président ne s'enferme pas dans le langage technocratique. Il parle volontiers d'une « *BAD plus proche des réalités africaines* », soucieuse d'inclusion et de résultats tangibles. Les jeunes et les femmes y occupent une place centrale : *«Soutenir nos talents, c'est construire la prospérité»*, a-t-il résumé à Abidjan lors de sa première rencontre avec le personnel.

Vers une banque de l'action et de l'impact

En un peu plus de deux mois d'exercice, le changement est d'abord perceptible dans le ton. Plus pragmatique, moins institutionnel, Sidi Ould Tah plaide pour des solutions endogènes. Il veut que la BAD soit un moteur de confiance plutôt qu'un simple distributeur de fonds. Dans cette optique, les grands chantiers identifiés vont de la mobilisation des fonds souverains africains à la refonte des instruments de garantie pour les PME.

Il s'agit de faire passer la banque de la planification à l'exécution, dans un environnement où la dette publique africaine reste élevée et les besoins de financement vertigineux. La clé, selon lui, réside dans la combinaison de l'expertise technique et du réalisme économique.

Les premiers signaux sont encourageants : un calendrier resserré de réformes internes, des discussions avancées sur la création d'un guichet dédié au financement des chaînes de valeur régionales, et une relance des partenariats Sud-Sud. La BAD veut redevenir un acteur de transformation, non un observateur de plus.

Sidi Ould Tah n'a pas encore bouclé ses cent jours, mais son empreinte se dessine déjà : celle d'un président pragmatique, exigeant, déterminé à restaurer la foi dans une institution qui, plus que jamais, doit être à la hauteur de ses ambitions.■

Repères & chiffres clés

1er septembre 2025 : entrée en fonction officielle à Abidjan.

29 septembre 2025 : signature du partenariat BAD-Bloomberg pour la mobilisation du capital privé.

Octobre 2025 : présentation d'un plan interne de réforme des procédures d'approbation des projets.

Chantiers prioritaires :

- Réduction de 30 % du temps moyen de traitement des dossiers.
- Augmentation de la part du capital privé dans les projets BAD à 25 % d'ici 2027.
- Mise en place d'un guichet dédié aux PME régionales et à l'entrepreneuriat féminin.
- Accélération du programme «Mission 300» (accès à l'électricité pour 300 millions d'Africains).

Afreximbank

Produire avant d'exporter

Le 25 octobre 2025, George Elombi a officiellement pris les rênes de la Banque africaine d'export-import. Dans son premier discours, le nouveau président a dévoilé une vision claire : faire de l'Afreximbank non plus une simple banque de commerce, mais le moteur d'une Afrique qui produit, transforme et vend ses propres richesses.

Par Maïmounatou ABDOULAYE

En entrant en fonction au siège du Caire, George Elombi n'a pas cherché l'emphase. Son propos a été limpide : *«Sans production, il n'y a pas de commerce.»* L'ancien vice-président exécutif, promu à la tête de l'institution après des années passées à en piloter les programmes, entend accélérer une mutation déjà amorcée : transformer le commerce africain en levier de création de valeur et d'emplois.

La cérémonie d'investiture, en présence du président sortant Benedict Oramah, a symbolisé le passage d'une ère de croissance à une ère d'impact. Forte d'un bilan de 37 milliards de dollars d'actifs, Afreximbank doit désormais prouver que la finance peut servir l'industrie, et non l'inverse.

Le dirigeant camerounais a d'ailleurs posé les termes de son mandat : industrialiser, intégrer et inspirer confiance. Une triade qui résume la philosophie de la nouvelle direction: investir dans la production, encourager le commerce intra-africain, et restaurer la crédibilité financière face aux défis du marché mondial.

Industrialiser pour exister

La première priorité tient en un mot : transformation. L'Afrique exporte encore trop de matières premières et importe trop de produits finis. Le président veut inverser cette tendance en finançant les zones industrielles, les parcs de transformation agro-alimentaire et les filières locales capables de fabriquer ce que le continent consomme.



> « AFREXIMBANK ENTRE DANS L'ÈRE DE LA VALEUR AJOUTÉE AFRICAINE. »

« *Nous devons produire ce que nous mangeons et transformer ce que nous extrayons* », a-t-il martelé. Dans sa vision, le rôle d'Afreximbank est d'accompagner la montée en puissance d'une classe d'entrepreneurs africains capables d'occuper l'espace industriel laissé vacant par la dépendance aux importations.

Relier les économies africaines

Deuxième axe : le commerce intra-africain. La banque s'engage à amplifier les instruments liés à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), en soutenant la logistique, les corridors routiers et ferroviaires, et les plateformes de paiement régionales. L'objectif est clair : que les Africains commercent d'abord entre eux.

Afreximbank veut aussi étendre ses outils de garantie et de factoring, facilitant les échanges pour les PME, souvent exclues du financement classique. « *L'intégration régionale n'est pas une théorie ; c'est une infrastructure* », a souligné Elombi dans un ton qui tranche avec le langage feutré des grandes institutions.

Réformer pour durer

La maison Afreximbank n'échappe pas aux contraintes globales : inflation, endettement, pression des agences de notation. Le nouveau président en est conscient : il prône une gouvernance plus sobre, un équilibre entre prudence financière et audace stratégique. Il veut diversifier les ressources en attirant fonds souverains, assurances et investisseurs de la diaspora.

Derrière les mots, un défi : maintenir la solidité financière tout en augmentant le risque assumé pour les projets productifs. « *Nous n'avons pas vocation à gérer l'immobilisme*», a-t-il lancé, rappelant que l'Afrique a besoin d'actes autant que de promesses.

Une vision à l'épreuve des faits

George Elombi arrive à un moment charnière : le commerce africain évolue, mais la part du continent dans les échanges mondiaux reste inférieure à 3%. L'ambition de son mandat est de briser ce plafond.

Les mois à venir diront si Afreximbank peut devenir le véritable bras financier de la ZLECAf et le fer de lance d'une économie africaine intégrée. Pour cela, il faudra conjuguer rigueur et imagination, discipline et courage.

L'heure est venue pour l'Afrique de « *produire avant d'exporter* » — une devise devenue doctrine à la tête de la plus panafricaine des banques.■

Les nouveaux repères d'Afreximbank

Date de prise de fonction : 25 octobre 2025
Siège : Le Caire (Égypte)
Actifs : environ 37 milliards USD
Président : Dr George Elombi
Durée du mandat : 5 ans renouvelables

Axes stratégiques 2025-2030 :
1. Porter la part de la transformation locale dans les projets financés à 50 % d'ici 2030.
2. Doubler le volume des transactions intra-africaines d'ici 2028.
3. Créer un fonds de production africaine destiné aux PME industrielles.
4. Réduire les délais de financement des projets à moins de 90 jours.
5. Promouvoir l'intégration financière grâce à un guichet de paiements régionaux interconnectés avec la ZLECAf.

Dites-nous...

Meiway

« L'Afrique doit changer sa façon de fonctionner »

Trois décennies et demie sur scène, un genre musical inventé, une longévité rare, un engagement constant pour la jeunesse africaine et la culture du continent. Entre lucidité, fierté et franc-parler, la star ivoirienne Meiway ouvre son cœur à Notre Afrik sans filtre, fidèle à la verve qu'on lui connaît.

Entretien mené par
Simon Pierre ETOUNDI

Notre Afrik : Plus de trente ans de carrière, une identité musicale forte, un public fidèle sur plusieurs générations... Si vous deviez résumer votre parcours en une émotion, laquelle serait-elle ? Et qu'est-ce qui vous pousse encore à chanter et à monter sur scène?

Meiway : C'est une émotion intense, un vrai frisson. Faire une musique qui traverse le temps et les générations, c'est une grâce, mais aussi le fruit d'un travail acharné. Je mesure la chance que j'ai d'être toujours là, en performance, avec un public fidèle. Quand on se rend compte que des jeunes, nés bien après mes débuts, reprennent mes refrains, c'est une immense fierté. Cela me donne envie de continuer, de rester dans le jeu, de me dépasser encore.

Vous êtes le créateur du Zoblazo, devenu un symbole de fierté ivoirienne et africaine. Comment est né ce rythme, et comment expliquez-vous qu'il reste toujours d'actualité ?

Quand j'ai commencé, la musique ivoirienne existait bien sûr, mais je la trouvais trop confinée à nos frontières. Elle peinait à s'imposer à l'international. J'ai voulu changer cela. Le Zoblazo est né de cette envie de faire voyager nos sonorités, de les rendre universelles. J'ai mélangé nos rythmes traditionnels avec une approche plus moderne, plus ouverte. Dès mon premier album, le succès a dépassé mes espérances. De la Côte d'Ivoire à l'Afrique de l'Ouest, puis à l'Europe et à l'Amérique, le Zoblazo a pris son envol. Aujourd'hui, c'est un genre à part entière. Mon rôle, c'est d'entretenir cette flamme, de la nourrir et de la faire vivre avec les nouvelles générations.

Les nouvelles technologies bouleversent la création musicale. Que pensez-vous de l'intelligence artificielle ? Est-ce un danger ou une opportunité pour la musique africaine ?

L'IA, c'est une opportunité... à condition qu'on la maîtrise ! Elle a été inventée par l'homme, pas l'inverse. Le danger, c'est de la laisser nous dominer. Déjà, la question des droits d'auteur se pose : une machine ne peut pas se substituer à un artiste. Aujourd'hui, certains créent des morceaux qu'ils sont



incapables de reproduire sur scène: c'est une trahison du public !
Et puis, il faut le dire : l'IA pousse souvent vers une occidentalisation de la musique, au détriment de nos traditions. Nous, Africains, devons être vigilants. Oui, utilisons-la comme outil, mais ne laissons pas nos racines disparaître derrière la technologie.

Vous inspirez toute une génération d'artistes. Que leur dites-vous sur la rigueur, la discipline et l'authenticité dans un monde où la notoriété semble plus importante que le talent ?
Beaucoup confondent popularité et professionnalisme. Certains se lèvent un matin, enregistrent un titre et deviennent célèbres… pour quelques semaines. La musique, ce n'est pas un jeu : c'est un métier. Et comme tout métier, il exige une formation. C'est ce qui fait la différence entre un artiste de passage et un artiste durable.
La rigueur, c'est ce qui me permet de rester créatif après tant d'années. J'écoute, j'observe, j'apprends sans cesse. Je peux me retrouver au Cameroun, écouter un rythme traditionnel, m'en inspirer, le retravailler à ma manière… sans perdre mon identité. C'est ça, l'Afrique que je veux : unie, ouverte, curieuse. Parce que notre faiblesse, c'est la division. L'Europe, les États-Unis se construisent sur l'union. Nous, nous devons en faire autant.

Quels sont vos projets du moment ? Un nouvel album en préparation ?
Oui, c'est mon métier, et tant que je ne serai pas à la retraite, je continuerai à servir la musique. Mon prochain album est pratiquement prêt. La Côte d'Ivoire vit une période politique importante, donc j'attends un moment plus propice pour sa sortie. Mais si tout va bien, les fans auront leur dose de Zoblazo avant la fin de l'année !

On vous sait engagé. Quelle importance donnez-vous à la responsabilité sociale des artistes ?
Elle est essentielle. L'artiste, c'est la voix du peuple. Nous sommes des caisses de résonance. Par nos chansons, nous pouvons sensibiliser, éveiller les consciences. Mais pour parler juste, il faut écouter : aller sur les marchés, dans les rues, sentir les réalités du quotidien. C'est là qu'on trouve les vrais messages.
Le problème, c'est que nos dirigeants nous entendent… mais ils ne nous écoutent pas vraiment. La musique, pourtant, peut être un pont entre le peuple et le pouvoir.

Si vous deviez adresser un message à la jeunesse africaine ?
Je lui dirais de croire en elle. De comprendre que l'Afrique est riche, puissante, bénie. Ce qu'il nous manque, c'est une vraie autonomie, pas celle écrite sur le papier. Tant que nous ne maîtriserons pas nos économies, nos monnaies, nos ressources, nous resterons dépendants.
Mais je garde espoir. La jeunesse africaine a le potentiel pour changer les choses. Elle doit s'approprier cette mission, apprendre, innover et s'unir. L'Afrique est le continent de l'avenir. Elle doit maintenant prouver qu'elle en a conscience… et agir en conséquence. ■

> **L'IA, C'EST UNE OPPORTUNITÉ… À CONDITION QU'ON LA MAÎTRISE ! ELLE A ÉTÉ INVENTÉE PAR L'HOMME, PAS L'INVERSE. LE DANGER, C'EST DE LA LAISSER NOUS DOMINER.**





Par Yahia BELASKRI, écrivain

Migrations II

Les États-Unis d'Amérique version trumpienne ne s'embarrassent pas de considérations humanitaires. Cinq hommes, originaires du Nigeria et de Gambie, ont été enchaînés, vêtus de camisoles de force, pendant seize heures dans un avion militaire américain. Nourris de pain et d'eau, ils ont été déposés au Ghana — un pays qui n'est pas le leur, mais qui accepte d'être le valet des Américains pour quelques dollars. Cette information a été révélée par Tanya Chutkan, juge au tribunal fédéral de Washington. Leur tort ? Avoir émigré aux States. Monstrueux ? Oui, évidemment. Cela montre l'effondrement moral de l'Amérique d'aujourd'hui. Ce n'est pas le seul pays occidental à exercer cette abominable politique de rejet.

L'Australie est tout aussi intraitable avec ceux qui viennent d'ailleurs. Ce pays vient de signer un accord avec Nauru, un État insulaire de 12 000 habitants, désertique et presque inhabitable, pour y déporter plus de 300 immigrants soi-disant illégaux actuellement en détention. Pour quelques millions de dollars, bien entendu.

L'Union européenne n'est pas en reste. Après la Libye, elle a signé en 2024 un accord avec la Mauritanie pour externaliser le contrôle des flux migratoires, moyennant quelques millions d'euros. De ce fait, la République islamique de Mauritanie devient la nouvelle frontière de l'Europe. Ses dirigeants ont expulsé plus de 1 000 migrants vers les frontières du Sénégal et du Mali, dont un grand nombre vivaient en situation régulière dans ce pays.

Je pourrais citer encore et encore des exemples de ce genre. Les pays occidentaux s'enferment et désignent *«l'ennemi »* : celui qui leur est étranger — l'Africain, le Musulman, l'Asiatique, l'Arabe, etc.

Après avoir accusé l'ONU d'avoir créé la *«crise de l'immigration incontrôlée »*, le président américain Donald Trump vient de lancer un appel à l'Europe, lui intimant de bloquer l'immigration et de renvoyer les *«étrangers »* :

« Il est temps de mettre fin à l'expérience ratée des frontières ouvertes. Vous devez y mettre fin maintenant (…) Vos pays vont en enfer. »

> **« IL EST TEMPS DE METTRE FIN À L'EXPÉRIENCE RATÉE DES FRONTIÈRES OUVERTES. VOUS DEVEZ Y METTRE FIN MAINTENANT (…) VOS PAYS VONT EN ENFER. »**

L'immigration serait donc un enfer. Pourtant, la part des citoyens non européens dans les 27 États membres représente à peine 6,4 % de la population totale de l'Union européenne. En revanche, les États-Unis comptent 15,8 % d'étrangers ou d'immigrés dans leur population totale.

Cette vision de l'immigration comme cause de tous les maux est un mensonge éhonté. L'immigration a participé — et participe encore — au développement des pays de destination. Les immigrés ont contribué à la richesse économique des pays occidentaux, comblé les lacunes du marché du travail, relevé le défi du vieillissement démographique, tout en transmettant une réelle richesse culturelle.

Mensonges et cynisme absolus qu'un président américain éructe à la face du monde sans susciter de réponses. Et vassalité de pays africains qui, en plus de ne pas offrir à leurs enfants des conditions de vie décentes et dignes, sous-traitent leurs services aux pays riches. Honte à eux. L'Histoire jugera leur crime.■

AGL
AFRICA GLOBAL LOGISTICS

Au cœur des transformations de l'Afrique



OPÉRATEUR LOGISTIQUE MULTIMODAL

AGL est l'opérateur logistique de confiance en Afrique, offrant des solutions logistiques, portuaires, maritimes et ferroviaires. Avec 23 000 collaborateurs présents dans 50 pays, AGL s'appuie sur son expertise développée pour fournir des services sur mesure et innovants à ses clients africains et internationaux.
L'ambition d'AGL est de contribuer durablement à la transformation de l'Afrique. AGL est également présent en Haïti, au Timor oriental et en Indonésie.

www.aglgroup.com

BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

LE PARTENAIRE FINANCIER DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



TRANSFORMER LES COMMUNAUTÉS DE LA CEDEAO

TRANSFORMING ECOWAS COMMUNITIES

TRANSFORMAR AS COMUNIDADES DA CEDEAO

EBIDofficial BIDC-EBID BIDC_EBID BIDC_EBID

www.bidc-ebid.org